

INTRODUCTION

En passant par la route nationale numéro 3 aux environs de Sabotsy Namehana. Nul ne peut nier que beaucoup de maisons y sont récemment construites, d'autres sont en cours de construction et des rizières sont remblayées.

On se pose automatiquement des questions sur ce déferlement. Certes, l'accroissement immodéré du nombre de la population pourrait expliquer cette extension massive de la ville vers les périphéries et les banlieues en particulier. Parallèlement, l'activité agricole doit logiquement gagner du terrain en fonction de cette hausse numérique de la population. Or ce qui n'est pas le cas et que l'intéressant, c'est de savoir pourquoi les gens sont décidés à vendre leur portion de terre et renoncer du même coup à l'agriculture. Et qu'est ce qu'ils vont faire après pour subvenir à leurs besoins ? L'agriculture ne rapporte-t-elle plus ? Quels motifs poussent ces agriculteurs à abandonner Cette activité traditionnellement génératrice de revenu ?

On a constaté que les nouveaux venus sont composés en majorité par des citadins en quête de tranquillité ainsi que des investisseurs étrangers en train d'implanter leurs usines. Mais le phénomène du « retour aux sources » qui consiste pour les natifs des régions de revenir dans le but de contribuer au développement de la zone (mamelomaso) et ceci généralement après la vie active constitue aussi un élément à ne pas négliger pour une analyse sociologique du problème. En fait une chose est sûre : l'ancien propriétaire du terrain a décidé de renoncer à l'agriculture en vendant son terrain. L'objectif de cette recherche est de trouver s'il existe réellement une corrélation entre l'accroissement du nombre de la population qui a été enregistré dans cette région depuis quelque temps et la diminution manifeste de l'activité agricole. Les opinions divergent sur ce point et diverses thèses sont avancées. Il y en a ceux qui affirment que c'est l'extension de la ville qui explique cette situation tandis que les autres s'appuient sur la faiblesse du rendement agricole pour cause de ce surpeuplement et de ce changement d'activité. Quels sont donc les avantages et les inconvénients de cette transformation ? Nous efforcerons donc tout au long de ce mémoire d'analyser toutes ces hypothèses de les confronter avec les études pratiques que nous avons effectué sur terrain afin de dégager le véritable fondement du problème.

Mais pourquoi choisir l'arrondissement d'Anosy Avaratra ?

En fait, étant moi-même coordinateur au sein de l'organisation non gouvernementale dénommée OADD (Organisation d'Appui au Développement Durable) pour l'élaboration du Plan Communal de Développement de la commune rurale de Sabotsy Namehana, non seulement donc, j'ai pu constater de visu l'effectivité de la problématique mais aussi et surtout ça m'a permis de bien connaître à la fois la région et la population. Ensuite, le fait de disposer déjà de certaines données monographiques, sociales, économiques me facilitant le travail de recherche à entreprendre.

PREMIERE PARTIE : EXPOSE DE LA METHODOLOGIE ET MONOGRAPHIE DE L'ARRONDISSEMENT

Chapitre I METHODOLOGIE ADOPTEE

Ainsi, après avoir expliqué l'objectif de la recherche, cinquante questionnaires ont été distribués sur les cinquante ménages d'agriculteurs répartis dans les cinq quartiers (cf. modèle) pour dégager la discordance entre le revenu familial et le nombre des personnes à charge, pour mettre en évidence le phénomène d'accessibilité à la terre ainsi que l'utilisation de l'espace.

Nous leur avons accordé expressément trois semaines pour remplir les questionnaires, ensuite nous avons consulté toutes les données se trouvant au bureau de la commune : données statistiques, monographiques, projet de développement, historiques, etc.....

Nous avons aussi discuté avec quelques membres du bureau de l'association des groupements des agriculteurs de la région sur les problèmes de l'agriculture : encadrement et techniques agricoles, organisation de l'association et mode de financement des petits et moyens projets dans le cadre du PSDR sont au menu de cette rencontre.

Enfin nous avons entretenu avec des agriculteurs sur le problème de manque de terrain et la rentabilité de l'activité agricole dans la zone. L'objectif étant évidemment de dégager les facteurs de « délaissement » de l'agriculture au profit d'autres activités comme la briqueterie par exemple.

Bref, la réalisation de ces travaux n'a rencontré aucun problème majeur sauf la réticence de quelques groupes de paysans qui refusent de fournir des informations et qui considèrent la démarche comme faisant partie de la propagande électorale ainsi que le « laxisme » de certaines autorités locales qui refusent de coopérer sans raison exacte. Pourtant, ces difficultés n'ont pas parvenu à nous décourager mais au contraire nous incitent à aller jusqu'au bout.

Chapitre II MONOGRAPHIE D'ANOSY AVARATRA

Section I. L'ARRONDISSEMENT ANOSY AVARATRA

A - DEMOGRAPHIE

La population de l'Arrondissement d'Anosy Avaratra compte 7949 habitants, répartis comme suit :

FKT	AGES		0 à 5 ans		6-18 ans		18 -60 ans		+ de 60 ans		TOTAL	
	SEXE		H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
ANOSY AVARATRA			191	177	253	237	691	603	154	178	1289	1196
LAZAINA			157	133	246	232	405	447	47	50	855	862
ISAHABA			66	65	113	91	171	180	20	19	368	355
FARAVOHITRA			95	76	130	127	207	212	16	19	448	434
AMBOHITRINIMANGA			244	269	335	358	380	512	16	28	975	1 167
TOTAL			753	720	1077	1054	1854	1954	253	284	3935	401

Source : dernier recensement de la commune octobre 2003

B- TYPE D'HABITAT

Nombre de toits 1215

Nombre de ménages : 1995

Les maisons sont à 75% construites en briques non cuites et 15% en briques cuites

Toitures en tôles : 70%

Toitures en tuiles : 10%

Toitures en paille : 20%

Source : Plan communal de développement de Sabotsy Namehana réalisé en mai 2003

C- ECONOMIE

La plupart des habitants sont des agriculteurs (78%).

On y trouve, en effet :

1) Dans le domaine de l'élevage :

- 442 zébus
- 1 94 porcs
- 3961 volailles
- 47 moutons

2) En ce qui concerne les outillages agricoles courants :

- 48 charrues
- 32 charrettes
- 37 herses
- 1880 bêtes

En outre, dans l'arrondissement, 06 « décortiqueries » sont fonctionnelles et 12 piscicultures produisent un bon nombre de poissons assurant ainsi des sources de revenus de la plupart de la population. *Source : Plan communal de développement de Sabotsy Namehana réalisé en mai 2003*

D-INFRASTRUCTURES

1 - Enseignement :

Il existe 03 centres préscolaires :

- Effectifs des enseignants : 03
- Effectifs des **élèves** confondus : 46

Il y a aussi 05 EPP, dont 17 enseignants assurent les 24 classes et parmi les élèves sont repartis en 318 filles et 383 garçons.

En plus, 05 écoles privées primaires y sont également installées :

- Effectifs des enseignants : 19
- Effectifs des filles : 241
- Effectifs des garçons : 179
- Taux de scolarité des enfants de 6 - 7 ans : 70%
- Taux de réussite à l'examen : 39%

- Bibliothèque : 02
- Cantine scolaire : 01

Source : Plan communal de développement de Sabotsy Namehana réalisé en mai 2003

2- Edifices culturels

05 Temples FJKM
01 Eglise catholique

01 Pentecôtiste
01 Jesosy Mamonjy

3- Routes :

Les routes reliant les villages au chef-lieu de la commune sont toutes en mauvais états et sont presque impraticables pendant la saison des pluies.

4- Communications :

90% de la population ont accès aux informations grâce à la Radio, Télévision et les journaux.

5- Santé :

L'Arrondissement dispose d'un CSB2 sis à Anosy Avaratra

01 Dépôt de médicament à titre privé s'est installé pour assurer le ravitaillement en médicaments.

Section II. A PROPOS DU FOKONTANY D'ANOSY AVARATRA

Comme nous n'avons pas pu couvrir tout l'arrondissement, il nous est préférable d'explorer minutieusement le chef lieu notamment le fokontany d'Anosy Avaratra. Mais malgré cette intention, certaines données nous échappent du fait de la « remue ménage » survenu après le changement des autorités locales et après l'élection en particulier.

Ainsi, le fokontany d'Anosy Avaratra est limité au Nord par le fokontany de Lazaina, au sud par Antsofinondry, à l'Est par Faravohitra et enfin à l'Ouest par Ambohimandroso.

Sa superficie est de 1 Km contenant 2484 habitants en 2003. Il est composé de 6 quartiers dont Anosy, Ampitsinjovana (Sud-Est). Andohamandry (Nord-Est), Tsaramasoandro (Nord-Ouest). Ambodilaona (sud-ouest) et enfin Tanambao (centre). L'emplacement du fokontany se situe exactement aux abords de la route nationale n°3 reliant le centre ville à Anjozorobe.

Même si nous n'avons pas eu la classification exacte de la population par catégorie professionnelle, nous pouvons avancer d'après l'enquête que la majorité des paysans de la région combinent l'agriculture avec d'autres activités. Tous les types d'activités allant de la riziculture aux différentes professions libérales en passant par les commerces de tout genre se trouvent à Anosy Avaratra.

Nous avons remarqué tout de suite l'inégalité de la répartition des 2484 habitants dans un fokontany de 1km² de superficie. Le surpeuplement est manifeste dans le centre contrairement aux alentours qui sont constitués en majeure partie par ce que l'on appelle « dortoir » puisque toute la famille axant leurs activités concentrées en ville ne rentrent pas à la maison que le soir.

DEUXIEME PARTIE : LA DEMOGRAPHIE

La démographie est, d'après le dictionnaire démographique multilingue des Nations Unies (New York 1958), est « une science ayant pour objet l'étude des populations humaines, et traitant de leur dimension de leur structure de leur évolution et de leurs caractères généraux envisagés principalement d'un point de vue quantitatif».

Les phénomènes démographiques regroupent la nuptialité, la divortialité, les migrations (intérieures et internationales),.....

Les facteurs démographiques qui se trouvent à l'origine de l'accroissement de la population par le biais d'un taux élevé de fécondité qui, non seulement, engendre un état défectueux sur la santé de la mère et de l'enfant donc sur le bien être en général de la population mais aussi et surtout, entrave la participation de la femme à la vie active.

En outre, la mortalité ainsi que la fécondité élevée constituent un obstacle majeur à la productivité du travailleur car non seulement la perte d'un actif constitue un solde négatif au point de vue économique, mais aussi un état sanitaire déficitaire suppose également un faible productivité et des dépenses de plus en plus énormes difficiles à supporter par les actifs.

Quant aux migrations internes ou exode rural dans le cadre de l'étude, elles semblent être la cause principale de l'explosion du chômage urbain du fait du manque de formation et de compétences nécessaires des ruraux au travail salarié du secteur moderne, d'une part et de l'insuffisance des occasions d'emplois dans le secteur non structuré, d'autre part.

On a donc vu que la démographie joue un rôle très important dans le développement de l'humanité en général et toute transformation de taille survenue dans un pays donné porte toujours la trace indélébile des phénomènes démographiques. La recherche que nous avons menée sur terrain nous permet donc de dresser un constat de la situation démographique de la région.

Ensuite, nous allons aborder le phénomène d'immigration qui tient une place importante dans l'activité de la zone et dans les hautes terres en particulier.

Enfin, en traitant toujours des problèmes démographiques, il est indiscutablement intéressant de parler de la planification familiale.

Chapitre I CONSTAT

Section I. AU NIVEAU NATIONAL

La pauvreté rurale est une réalité qui affecte malheureusement les pays du tiers-monde. Il est indiscutablement vrai que la pauvreté est présente aussi en milieu urbain et concerne bon nombre d'individus. Mais la proportion en milieu rural est plus dramatique et mérite d'être examinée plus profondément. La misère rurale en Afrique et à Madagascar en particulier où le monde rural représente près de 79% de la population (source : rapport mondial sur le développement humain ; un pacte entre les pays pour vaincre la pauvreté humaine, PNUD 2003) est devenue scandaleuse non seulement parce que la faim, la maladie et la mort, qui pourraient être évitées, sont intolérables, mais aussi et surtout parce qu'elles côtoient l'abondance.

Les plus démunis doivent s'entraider eux même ; dit-on ; mais bloqués comme ils le sont, ils ne peuvent souvent rien entreprendre. Pour qu'ils y arrivent, il faut que des intervenants extérieurs ou « outsiders¹ » dotés de pouvoir et de moyens et dont la plupart ne sont ni ruraux ni pauvres, en prennent l'initiative.

Une question se pose automatiquement pourquoi la société paysanne n'éprouve aucune réelle évolution malgré les centaines de milliards consacrés au développement rural par les gouvernements successifs ? Est-ce la situation rurale elle-même qui est « inchangeable » ? Les vrais problèmes ne sont-ils pas encore identifiés ? Où est ce que la majeure partie du financement n'arrive pas à la destination prévue ?

Il est plutôt difficile de répondre à ces questions sans avoir des preuves tangibles pour étayer les faits. Mais on peut néanmoins constater une sorte de « délaissement » au détriment du monde rural et qui peut s'expliquer de différentes manières :

D'abord la distance, aggravée par le mauvais état des routes et les difficultés de transport peut être la cause de cette insouciance.

Mais le choix délibéré des intervenants extérieurs qui choisissent leurs activités, l'endroit où ils interviendront, ce qu'ils y verront et ceux avec qui ils parleront constitue une deuxième explication. Ainsi, ces individus ont leurs propres intérêts, leurs préférences et leurs préjugés, leur façon de rationaliser, leur manière d'expliquer ou de rejeter ce qui est par trop discordant ou pénible. L'égoïsme est une force puissante. « La charité commence par soi même » est un bon alibi, et il est normal de s'intéresser d'abord aux siens.

Pour les universitaires, il est moins coûteux, plus sûr et plus rentable en ce qui concerne la production d'articles, de faire de la recherche en ville plutôt qu'à la campagne. Et s'il est nécessaire de faire de la recherche rurale, autant se limiter aux zones périurbaines plutôt que d'aller dans les zones les plus éloignées. La recherche rurale en général est pratiquée par des jeunes chercheurs sans expérience, pour qui le travail sur place est une espèce de rite de passage, une sorte d'initiation qui leur donne le droit de s'en tenir là, et le passeport pour rester en ville. Une fois ce rite accompli avec succès, le chercheur est affecté à un poste, le mariage et les enfants s'ensuivent et la vie en famille avec des enfants en bas âge comporte de nouvelles obligations

¹ CHAMBERS (R), *rural development: putting the last first*, 1^{ère} édition, longman group UK limited, Londres

Concernant les fonctionnaires, pour la première affectation, quand ils sont encore ignorants et inexpérimentés, ils sont envoyés dans les régions les plus lointaines et les moins importantes politiquement et économiquement. Les moins capables, ceux qui passent plus inaperçus et n'ont guère d'appui, y resteront plus longtemps. Les plus habiles, ceux qui ont réussi à se faire remarquer ou qui ont des amis haut placés, sont mutés ou bien vers des régions rurales plus accessibles ou bien vers des centres urbains. Celui qui commet une faute grave ou vexé un politicien influent, peut subir une « affectation disciplinaire », le temps de purger sa peine dans une zone démunie, une zone pastorale, sans irrigation, éloignée de la capacité, chaude et malsaine, bref une région de pauvres.

Les journalistes sont d'importance majeure pour la formation de l'opinion sur la vie rurale. Ainsi, ils doivent tout d'abord convaincre leur rédacteur en chef de l'utilité de la descente, ce qui n'est pas chose facile. Du point de vue journalistique, il est moins cher et plus rapide de préparer et d'écrire un papier sur la vie urbaine, d'autant plus que la plupart des lecteurs, des auditeurs ou des téléspectateurs sont des citoyens intéressés par les nouvelles de la ville.

Les journalistes doivent ensuite s'assurer de pouvoir trouver un sujet intéressant. C'est le cas s'il s'agit de couvrir une visite officielle et tous les événements qui l'accompagnent ou de se rendre sur le site atypique d'un projet important ou d'une catastrophe ou d'une propagande électorale.

Enfin le journaliste ne peut pas s'attarder sur les lieux. Il doit saisir rapidement ce qu'il est allé chercher et rentrer le plus vite possible. En plus, ses informations sont difficilement vérifiables et. En fait, rien n'incite à les contrôler, puisque la population rurale du moins la majorité, n'est pas à même de lire ce qui a été écrit sur elle et de poursuivre éventuellement l'auteur en justice.

Section II. AU NIVEAU DE L'ARRONDISSEMENT D'ANOSY AVARATRA

Comme nous allons déjà mentionné ci-dessus, l'arrondissement d'Anosy Avaratra est composé de sept mille neuf cent quarante neuf habitants repartis dans cinq fokontany avec une densité moyenne de 813 hab/ km². Cette forte densité nous prouve déjà l'évolution considérable du nombre de la population depuis quelque temps et la surpopulation massive au niveau de la région.

S'agissant uniquement du fokontany d'Anosy Avaratra, on y a enregistré une densité effarant de 2484 hab./km². Avec une natalité estimée aux environs de 178 nouveaux nés par an², la démographie risque de galoper de plus en plus et la situation s'empirer davantage s'il n'existe rapidement des mesures adéquates pour pallier à ce problème de surpeuplement.

Certes, il est vrai qu'il n'est de force et de richesse que d'hommes et que la richesse dépend de la densité de la population, mais dans notre cas d'espèce, la réalisation des dépenses ménagères quotidiennes est fonction du nombre des personnes composant une famille donnée. Le surplus économique dépend donc évidemment de la maîtrise des dépenses ménagères. TOWNSEND, en 1786 a affirmé que «la population est déterminée par les subsistances» et que «le nombre d'individus tend vers la limite imposée par la quantité des subsistances disponibles» mais la pauvreté de notre île ne nous permet pas de remplir aveuglement la terre.

² Source : Plan Communal de Développement de Sabotsy Namehana réalisé en mai 2003

Pour Henri RAJAONA³, cette pauvreté croissante est le résultat des divers phénomènes socioéconomiques comme la dégradation de l'environnement, la baisse de la production vivrière aggravée par la chute des cours des cultures traditionnelles d'exportation, la déficience alimentaire entraînant la réapparition de la famine et la résurgence des maladies endémiques que l'on croyait en voie de disparition. L'endettement générateur d'usure, l'affaiblissement de la couverture sanitaire ainsi que les mouvements de migration vers les villes sont autant des facteurs qui expliquent notre situation actuelle.

En plus, les données démographiques demeurent inchangées : le monde rural, moteur de la production vivrière représente près de 80% de la population générale. Le nombre de la population malgache, estimé à 11.620.000 en 1990 risquera encore d'atteindre l'estimation de 28.833.000 habitants en 2025⁴ malgré l'effort déployé par les gouvernements successifs concernant la modération de la fécondité.

Sous d'autres angles, l'immobilisme en matière de réforme économique, l'augmentation de l'inflation, la dégradation de l'infrastructure engendrant des difficultés de circulation des biens, l'enclavement des régions à forte production, ainsi que l'insécurité dans les campagnes qui atteigne maintenant une proportion dramatique constituent des obstacles au développement économique de Madagascar.

Mais le problème le plus fondamental, c'est l'accès de la population paysanne au moyen de production primordial : LA TERRE. Nul ne peut nier que la terre occupe une place essentielle dans la civilisation malgache « Ny tany vadiben-janahary ; mihary ny velona, manotrona ny maty » . Il y a en fait de multiples façons d'accessibilité à la terre :

D'abord, les paysans se trouvant sur des terres ancestrales qu'ils occupent sans titre et qui affrontent deux difficultés : les complexités juridiques nées de la présomption de la domanialité et l'essor démographique.

Ensuite viennent les paysans occupant en fait des terrains domaniaux sur lesquelles leur présence est tolérée mais qui n'ont pas d'autres possibilités.

Ensuite les descendants des anciens esclaves constituant eux même des catégories diverses : les descendants des populations mises en esclavage à la suite des guerres intestines ;

Parmi les objectifs de l'actuel gouvernement figure l'augmentation du secteur d'importation Or 80% des exportations en valeur proviennent du secteur agricole brut. 90% en incluant les agroindustries. La superficie totale de Madagascar est de 578.000 km² tandis que les terres agricoles sont estimées à 368.000 km²⁵

³RAJAONA (H) dans « le marais » cahier n 02 Madagascar 1995

⁴Source : ministère de l'Intérieur, rapport de recensement 1992

⁵ Paysans sans terre et accès à la terre à Madagascar COAA FAO jureco sa avril 1998

Les terres potentiellement cultivables représentent 32.000.000 hectares alors que seulement 3.600.000 hectares sont effectivement cultivés pour une population de plus de 12.000.000 d'habitants⁶.

La disponibilité en terre par habitant est de 3.2 ha tandis que la terre effectivement cultivée n'est que 0.5 ha/hab.

On pourrait donc avancer ici la thèse selon laquelle la pauvreté rurale a pour origine :

- Les cataclysmes naturels et la déforestation abusive
- L'enclavement ou le surpeuplement des zones fertiles
- Des domaines laissés en friche soit à cause de la nature des droits de propriété, soit qu'il s'agit des terrains coloniaux, soit que les héritiers sont très nombreux,

L'insécurité permanente et croissante

L'accentuation du déséquilibre ville-campagne (exemple en 1960, 9 paysans contribuent à la nourriture d'un citadin, alors qu'en 1985, 3 paysans seulement assurent la subsistance d'un habitant des villes)⁷

Section II. IMPACT DE LA POUSSE DEMOGRAPHIQUE DANS LA REGION D'ANOSY AVARATRA

D'après la recherche qu'on a effectuée sur terrain, la poussée démographique dans cette région est le résultat de différents facteurs mais le plus important c'est la mentalité typiquement malagasy.

Ainsi, nul ne peut nier l'attachement des malgaches à leurs progénitures. Sans enfant est presque inadmissible dans la société malagasy. Cette mentalité combinée avec l'idéologie chrétienne expliquent logiquement la réticence des Malgaches surtout les ruraux à tous procédés contraceptifs et impliquent la forte natalité enregistrée dans le milieu rural. Donc, même si Anosy Avaratra ne se situe qu'à treize kilomètres de la capitale, la majorité des interviewés ont conservé cette pratique et ne font rien pour freiner cette croissance.

Mais en plus de ça, le « retour aux sources » joue un rôle non négligeable dans la hausse du nombre de la population. En effet, beaucoup des gens originaires de la région ont décidé de revenir soit au moment de leur retraite soit après y avoir construit des maisons.

Le dernier recensement effectué récemment notamment avant l'élection municipale de novembre 2003 a donné le chiffre de 2484 habitants pour le fokontany d'Anosy Avaratra avec seulement une superficie de 1 km². Cette densité nous paraît alarmiste puisqu'il est pratiquement impossible à un tel effectif de se nourrir exclusivement des travaux de l'agriculture. Or le nombre des agriculteurs dans le fokontany d'Anosy Avaratra est estimé à 1370 personnes.

⁶Source : projet MADIO observatoires ruraux en 1996

⁷ROUBAUB (F), *Aperçu de l'état des campagnes malgaches-Premiers résultats des observatoires ruraux-Projet MADIO décembre 1997*

On a donc constaté un surpeuplement massif au niveau de du fokontany d'Anosy Avaratra. Le rendement rizicole annuel d'environ 150 tonnes⁸ par an ne pourra jamais satisfaire les besoins des ménages locaux en ce sens que la moyenne nationale de consommation de riz par personne est estimée à 107 kg/an⁹.

Donc, en réalité, le nombre élevé de la population n'influe en rien sur la production agricole puisque :

- La disponibilité en terre est limitée par la faiblesse de la superficie cultivable ; Les techniques culturales appliquées dans la région n'impliquent pas le rendement voulu d'où l'insuffisance incessante des besoins alimentaires qui pousse les paysans à trouver d'autres activités génératrices de revenu.

Chapitre III PHENOMENE DE MIGRATION

Section I. GENERALITES

Les perspectives démographiques ou projections démographiques décrivent l'évolution dans le temps de l'effectif et de la structure d'une population en fonction d'hypothèses particulières (concernant la fécondité, la mortalité et les migrations)¹⁰

Une population varie non seulement par accroissement naturel, positif ou négatif, mais aussi par des mouvements migratoires. La migration est un fait social des plus conformes à la nature et qu'elle est aussi ancienne que l'espèce humaine. C'est pour dire que le « phénomène migratoire » est omniprésent dans toute société humaine. Aucune n'est entièrement fixée ; il y a toujours des individus qui changent de domicile mais ces déplacements affectent un plus ou moins grand nombre d'habitants. Cependant, toutes les migrations ne se réduisent pas par un changement durable de domicile. Il y a lieu de distinguer les migrations temporaires et les migrations définitives ; entre ces deux catégories il existe cependant des migrations « ambiguës » quand le migrant n'est pas à l'origine, décidé à partir sans intention de retour, mais peu à peu se fixe sur son lieu d'arrivée. Une migration peut être individuelle ou familiale, organisée ou spontanée.

⁸ Source : plan communal de développement de la commune rurale de Sabotsy Namehana élaboré en mai 2003

⁹ RAKOTO.R (H), *Chairs de la terre, œil de l'eau. Paysanneries et recompositions de campagnes en Imerina* ORSTOM 1987

¹⁰ DERRUAU (M), *géographie humaine 8^{ème} édition, Armand Colin Paris 2002*

Section II. PHENOMENE MIGRATOIRE DANS LA REGION D ANOSY AVARATRA

Notons d'abord qu'Anosy Avaratra fait partie de l'Avaradrano qui joue un rôle très important dans l'histoire de Madagascar puisqu'il s'agissait d'une localité où habitait des Rois et ses descendants. C'est donc une région qui a sa toute particularité dans l'histoire féodale de la grande île. Aujourd'hui, et comme nous l'avons déjà évoqué ci-dessus, l'extension de la capitale apporte beaucoup de changement dans la région et plus particulièrement à Anosy Avaratra qui devient de plus en plus urbanisé et où la migration professionnelle tient un rôle considérable. Aussi, autre fait remarquable au niveau de l'arrondissement d'Anosy Avaratra, c'est l'abondance de la communauté *Betsileo*.

A. Bref historique

✓ AVARADRANO

Le fivondronana d'Avaradrano est limité à l'Est par le fivondronampokontany de Manjakandriana, à l'Ouest par celui d'Antananarivo-Renivohitra, au Nord-Ouest par celui d'Ambohidratrimo, et au Sud par celui d'Atsimondrano.

Le nom « *Avaradrano* » fut attribué à la région par le grand souverain *Andrianampoinimerina* lors du partage de l'Imerina en six parties. Etymologiquement, « *Avaradrano* » vient des mots « *Avaratra* » qui veut dire le nord et « *Rano* » qui signifie l'eau. Le Roi se réfère ici au lac d'*Andranobeava* pour séparer la circonscription d'*Avaradrano* et d'*Antananarivo*.

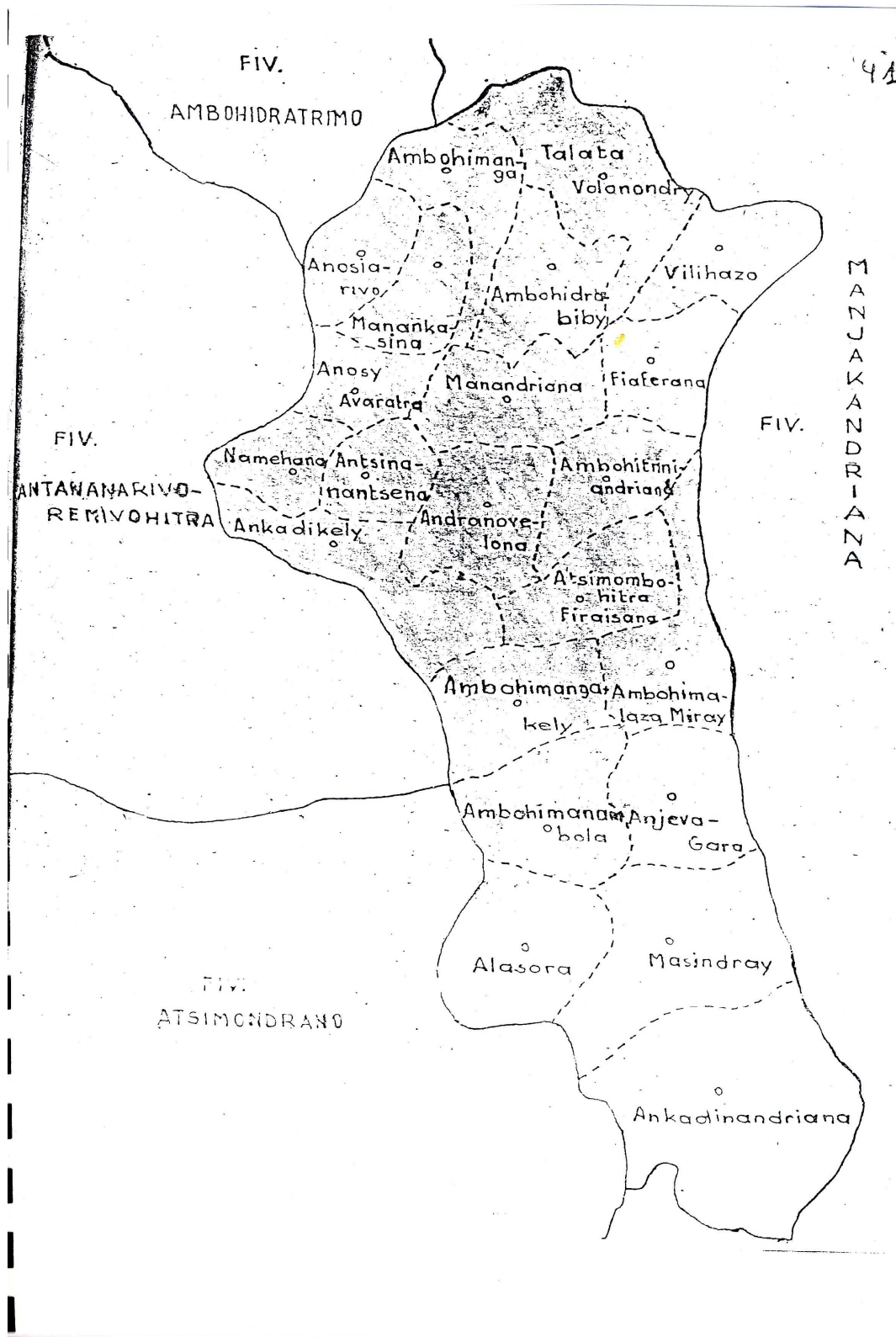
Ainsi, le Maître de la région de l'Imerina divisa son royaume en six parties : *Avaradrano*, *Vakinisisaony*, *Marovatana*, *Ambodirano*, *Vakinankaratra* et *Vonizongo*, une division politico-économique de ses territoires. Ainsi, les « *Avaradrano* » sont constitués par les *Tsimahafotsy*, les *Tsimiamboholahy*, les *Mandiavato* et les *Voromahery*¹¹.

Andrianampoinimerina partagea ensuite les *Tsimahafotsy* en gens d'en bas et gens d'en haut, les *Tsimiamboholahy* sont repartis en quatre, les *Mandiavato* en cinq et les *Voromahery* en six. Aussi, le Roi a décrété que les *Tsimahafotsy* prendront *Ambohimanga* comme chef-lieu ; les *Mandiavato* siégeront à *Ambohidrabiby* ; les *Tsimiamboholahy* à *Ilafy* ; les *Voromahery* iront à *Antananarivo*. Ces quatre clans ont donc historiquement peuplé la région d'*Avaradrano*, ce sont leurs descendants qui avaient contribué à la mise en valeur de ces régions durant une longue période de l'histoire. Actuellement, des groupes d'origine divers s'y sont mêlés à la population déjà en place, au cours des migrations variées, à chaque moment fort de l'histoire de Madagascar, tout comme pendant l'administration coloniale et depuis l'acquisition de l'indépendance nationale malgache.

Avaradrano est d'ailleurs une région fortement dominée par des collines qui présentent une altitude comprise entre 1.250 m dans le firaiana d'*Ankadikely* et 1.639 m dans celui d'*Ankadinandriana*. Ce caractère élevé domine le relief de la région d'*Avaradrano* presque dans son ensemble.

1. Carte avaradrano

¹¹ CALLET *Histoire des Rois*, tome V, livre II, Antananarivo 1958



Cet aspect topographique favorise aussi le développement de la végétation arbustive et des bozaka, le reboisement des « eucalyptus » qui commencent maintenant à se raréfier.

Le fleuve d'Ikopa après avoir traversé la majeure partie du fivondronana de Manjakandriana, pénètre la partie sud du Fivondronana d'Avaradrano, avec ses affluents qui irriguent quelque superficie du Firaïsana d' Ankadinandriana, à savoir :

- La rivière d'Ampasimbe qui serpente le Firaïsana d'Ambohimalaza et Ambohimangakely, dans la partie sud-est de la région d'Avaradrano ;

La rivière Imamba qui traverse les Firaïsana de Manandriana, d'Antsinanantsena et Ankadikely. au centre du fivondronana d'Avaradrano ;

La rivière Ivovoka jalonnant les Firaïsana d'Anjeva-Gara et d'Ambohimambola.

Ces cours d'eau sont presque permanents durant toute l'année et ils se révèlent sources d'inondations durant les saisons des pluies pour les zones riveraines.

✓ ANOSY AVARATRA

ANOSIMARIANIMERINA - ANOSINIMERINA - ANOSINIMERIMANJAKA sont tous les trois des noms attribués auparavant à ANOSY. Etymologiquement, ces trois noms renferment une signification identique en se référant à la racine du mot qui est « Anosy » et qui veut dire lac. Alors, pour allier les trois noms, le mot ANOSY a été gardé. Mais Comme le lieu se situe au nord d'Antananarivo. Les gens ont ajouté le mot AVARATRA. D'où l'appellation ANOSY AVARATRA.

C'était d'ailleurs le célèbre Andrianampoinimerina qui a autorisé les gens à cultiver les alentours pour les besoins de l'artisanat. Pourtant, il a interdit la profanation du lac et ses environs. endroit où Il adore chasser, pique-niquer et jouer avec ses meilleurs amis. Il avait fait construire une cabane qui lui sert à la fois de maison de sieste et de lieu de prière.

C'était sous le règne d'Andriatsitakadahy que « Betsimitatatra » a été érigé en rizières pour les besoins alimentaires de la population. Malheureusement, les travaux n'avaient pas été entièrement finis et juste au moment où Andrianampoinimerina faisait sa sieste au bord du lac, Andriatsitakadahy lui recommande par l'intermédiaire d'un songe poursuivre la réalisation.

Autrefois, les zones environnantes abritaient les « vazimba » et le Roi avait fait tuer des bœufs pour effectuer un rite d'exorcisation et y érigea une pierre commémorative. C'était d'ailleurs cette pierre qui marque la réconciliation des Tsimahafotsy et des Tsimiamboholahy qui s'insultaient entre eux. C'est le statut de la « réconciliation ».

Andrianampoinimerina a aussi placé à Anosy Avaratra des gens qu'ils aiment avec les descendants d'Andriamasinavalona ainsi qu'une de ses épouses qui a son tombeau dans la région. On y trouve également des « Trano manara fitomiandalana », type de tombeau identique à ceux d'Anatirova et qui renferme les cendres de rafondrazaka-ikakilemadio.

Suivant cette réalité physique de la région, la localisation des villages se trouve dans la plupart du temps sur des endroits peu élevés avant de s'étendre vers des milieux situés à proximité des surfaces favorables à l'agriculture irriguée et aux cultures maraîchères.

Plusieurs des gens originaires de la région sont devenus des célébrités entre autres :

- **RAMANANKIRAHINA Philibert** : né le 16 mars 1915. 15 honneurs, architecte, anciens de beaux arts, gouverneur principal de I ère classe, assesseur à la Cour d'appel de Madagascar et Dépendance.
- **RAMANIRAKA** : né le 05 juin 1842, décédé le 29 mars 1927, 15 honneurs, grand croix de Radama II , officier de l'ordre de Ranavalona II, ancien ministre et ambassadeur Malagasy en France, Angleterre, Allemagne , Amérique(1882-1883), chevalier de l'Etoile d'Tanjouan et Mérite indigène .
- **PRINCE RAVOLANA** : né le 01 novembre 1845, décédé le 19 décembre 1900.
- **RAMAKA** : né vers 1822, décédé le 05 juillet 1910 pasteur à Andohalo (1892-1900)
- **RABEFANIRAKA et RANOSY (couple)** : le mari chef du cabinet d'Anatirova fils de Ramanirabahoaka, ses frères : Ramanakirahana, Ramaniraka. Rabcfaniraka. Ratavy
- **RAMANIRAKA et RAOMBANA** (jumeaux) alias Ratotozy et Ravoalavo, revenus d'Angleterre le 01 octobre 1828, Ramaniraka décédé en juin 1855, Raombana décédé en novembre 1862.

✓ CEUX DONT ON DOIT SAVOIR A PROPOS D'ANOSY AVARATRA¹²

Il existe trois fontaines au village : à l'Est, à l'Ouest, et au Sud. Ce sont de lieux où Andrianampoinimerina faisait sa toilette après son expédition avant de monter aux villages rendre visite à sa famille ainsi qu'à son épouse. Ensuite, ces endroits sont devenus des bornes fontaines où la population s'approvisionnait en eau à part celui du sud qui a été sali par les animaux domestiques.

Au Nord du « Fasana fito miandalana ». On pourrait encore trouver un petit parterre où on a enterré les « sisan'ody » après l'arrivée de la religion chrétienne au village. Du côté Est, on avait mis les lépreux venus des régions alentours comme ce fut le cas à Namehana, à Ambahivoraka. à Ambohidratrimo, le lieu s'appelle Antanetibe.

L'hôpital fut créé en 1899, et devenait opérationnel en 1900. Les victimes de la peste bubonique furent enterrées dans les cimetières érigés aux abords de l'hôpital. Du fait de l'existence de l'hôpital, beaucoup des employés se sont mariés et emmenaient leur famille et devenaient ensuite des « valovotaka ». A part cela, les serviteurs des Rois occupent les environs et se sont multipliés très rapidement.

¹² Source : enquête personnelle janvier 2004

B. Migration de proximité

Comme nous l'avons déjà entraperçu le phénomène de « valovotaka » dans la région d'Avaradrano, l'implantation des usines telles la SOciété MAlgache de COUverture (SOMACOU) et la société de fabrication des ampoules électrique et des ustensiles de cuisine de la JIRAMA dans la partie d'Ankadikely-Ilafy, a entraîné des importants mouvements migratoires pour la région d'Avaradrano. Pour Anosy Avaratra, l'hôpital et l'entreprise franche « Festival » contribuent largement au surpeuplement de l'arrondissement mais les restes de la population affichent une sorte d'immobilisme d'après les enquêtes que nous avons effectuées.

Ainsi, le « retour aux sources » constitue un phénomène remarquable dans cette partie d'Anosy Avaratra : les originaires de la région reviennent s'y installer après un laps de temps plus ou moins long passé en dehors de la localité. Bon nombre de famille vont en ville pour ne retourner que le week-end et il y en a même qui mettent leur propriété en location en se déplaçant en ville où sont concentrées leurs activités socioprofessionnelles.

Concernant les agriculteurs, la moitié est formée par les descendants des anciens serviteurs royaux qui occupent les lieux depuis le règne du Roi Andrianampoinimerina. Mais à cause de l'extension de la ville et l'insuffisance du rendement agricole, nombreux sont ceux qui sont obligés de changer d'activité ou même de plier bagages pour chercher fortune ailleurs. Aussi, Il y en a aussi ceux qui sont destitués de leurs biens par les descendants des « Andriana » qui se réclament héritiers de leurs ancêtres. Des situations semblables sont nombreuses puisque jadis les accords se font simplement d'une manière verbale.

Concernant les « Zanaka Ampielezana », les plus actifs sont ceux de l'église catholique qui, apportent beaucoup lors de la construction de l'école confessionnelle. Actuellement, ils projettent de réhabiliter et de faire une extension de l'école.

Enfin, touchés par le courant de la civilisation occidentale et la mondialisation en particulier, mais aussi et surtout par le problème de chômage, des jeunes issus des milieux aisés pourtant, décident de s'envoler vers l'extérieur. Ceux qui savent se débrouiller réussissent souvent à y rester plus longtemps voire définitivement mais les autres sont obligés de revenir au pays après l'expiration de leurs séjours. Néanmoins, ces « aventuriers » ne représentent qu'une faible proportion de la population.

En général donc, la population d'Anosy Avaratra est plus ou moins immobile sur son territoire sauf les paysans qui ont cédé leur patrimoine et décident soit de déplacer leurs activités ailleurs soit de s'aventurer dans d'autres branches.

C. Importance de la communauté Betsileo

Comme toute la partie suburbaine de la capitale, Anosy Avaratra a une population hétérogène constituée de diverses ethnies de Madagascar. Mais la plus remarquable et de surcroît, en assez grand nombre c'est la communauté Betsileo. Ainsi, elle est omniprésente dans diverses activités mais la plupart s'attellent dans des activités commerciales. Faute des données statistiques réelles, les enquêtes ont pu ressortir que 52% des commerçants d'Anosy Avaratra sont des Betsileo. la majorité est regroupée à Tanambao et ils sont là depuis pas mal de génération.

L'émigration saisonnière des paysans Betsileo à la recherche de salaires est un des phénomènes les plus classiques de la géographie de la population de Madagascar, mais aussi un élément essentiel de la vie agricole des hautes terres. Ces paysans *Betsileo* ont quitté leurs régions d'*Ambositra* ou de *Fandriana* à l'époque des travaux agricoles pour participer aux grandes taches de la riziculture, labour, repiquage, moisson, plus rarement pour aider à la pratique des cultures fluviales ou à certains travaux artisanaux comme la production des briques ou la construction des maisons. Notons que c'est peut-être un phénomène de compensation quasi mécanique à la sur population rurale. En fait, progressivement le mouvement est devenu une sorte d' « essai d'établissement » puisque les premiers qui ont réussi à se fixer serviront d' « hôtes » aux suivants et ainsi de suite. On a pu constater ce phénomène dans tout Madagascar et on a dit que les *Betsileo* sont des véritables nomades.

Chapitre IV PLANIFICATION FAMILIALE

Suite à l'évolution des techniques médicales occidentales (vaccination, médicaments efficaces, proximité des centres de santé de base,.....), le taux de mortalité a baissé sensiblement dans la capitale et aux alentours des villes. Pourtant, le milieu rural malgache reste encore vulnérable alors qu'il contient près de 79 % de la population.

D'abord les pratiques traditionnelles dominent encore dans certains endroits surtout les plus éloignés a fortiori, les plus retardés socialement et économiquement. Les guérisseurs traditionnels, les « *Renin-jaza* », les « *Mpimasy* », les « *Mpanandro* » demeurent importants dans les zones plus ou moins enclavées.

Et même dans certaines villes, les gens vivent dans une situation de transition où ils aspirent à satisfaire des exigences qui relèvent de deux sphères franchement différentes, respectivement de la « tradition » et de la « modernité » : ils achètent des médicaments et consultent le guérisseur local en même temps ; ils modernisent leurs maisons mais il importe peut-être plus encore d'embellir le tombeau des ancêtres ou d'en construire un nouveau ; on participe, parfois coûteusement à la vie des Eglises, on peut être amené à des dépenses ostentatoires pour un « *Famadihana* ».

Ensuite, les infrastructures de base font défaut dans la majorité des zones rurales. Pas d'eau potable, pas d'électricité, les centres de santé et les dispensaires sont à une dizaine voire même à une centaine de kilomètres du village, alors qu'il n'y a aucun transport commode. Ces situations expliquent la stagnation du taux de mortalité en milieu rural. Même chose pour les taux de natalité, ils restent élevés en milieu rural et déclinent progressivement avec la proximité des grandes villes.

D'abord, la mentalité typiquement malagasy refuse la limitation de naissance puisque autrefois, l'enfant constitue un capital considérable pour la production vivrière. Les enfants depuis leur très jeune âge ont respectivement leur part d'obligations dans le fonctionnement de l'entreprise familiale. Plus on a d'enfant, plus le rendement s'accroît puisque les forces de travail augmentent.

Arrive ensuite la position de l'église chrétienne qui tient un rôle important du fait que la majorité des Malgaches du moins d'après les dernières statistiques est constituée par des chrétiens.

Section I. LES POLITIQUES DE LA PANIFICATION FAMILIALE

Le rythme de l'évolution de la population doit donc être ajusté à la croissance économique. Il s'ensuit la nécessité d'un contrôle de l'évolution numérique de la population. Les mouvements de la planification sociale se donnent comme objectif de veiller à une bonne adéquation entre l'évolution démographique et l'accumulation des biens et services produits.

Pour réduire le taux de natalité, il faut aider les gens, dans des conditions peu coûteuses, à limiter les naissances et à rapprocher leur famille de la dimension qu'ils souhaitent. Cet état de choses se trouve indispensable surtout dans les pays du tiers-monde où la poussée démographique est très évoluée et donc le développement économique des nations se trouve menacé.

Dans les pays développés politiquement et économiquement, le problème de surpopulation ne se pose que rarement (au Japon par exemple, réduit à ses frontières insulaires après la dernière guerre). Des motifs divers sont à l'origine des thèses restrictives : liberté du couple, problème des enfants non désirés, épanouissement de la femme, réduction des avortements dangereux, crainte persistante du chômage et également problème du bien être..... les politiques de planification dépendent donc des exigences des pays à qui elles s'adressent.

Les programmes de planification familiale mettent en œuvre une action d'information et de propagande pour inciter les gens à y recourir et les résultats sont évidemment variables d'une région à l'autre. Ces programmes doivent être élaborés de façon démocratique et leur mise en œuvre contrôlée. Les Américains estiment plus économique et même plus efficace la prévention que d'accroître l'aide économique. Il serait bon d'introduire des chiffres, notamment sur le coût des frais d'éducation et le coût de la prévention elle-même. La diffusion des pilules contraceptives sera peut-être une bonne solution, économiquement et sociologiquement si elle est complétée par des aides judiciaires. Outre les pilules, nombreuses sont les méthodes lancées pour permettre la libération des naissances entre autres les contraceptifs intra-utérus, les contraceptifs vaginaux, la stérilisation (contraception chirurgicale volontaire. . .)

L'acceptation de la planification familiale est conditionnée par la motivation pour l'espacement des naissances et l'acceptabilité des méthodes contraceptives disponibles. Certains engagements les plus résolus sont venus des pays d'Asie. Les gouvernements latino-américains, quand ils assurent officiellement de services de ce type ou permettent à des organismes privés de les faire, justifient habituellement leurs initiatives dans une large mesure ou totalement, en les présentant comme une pratique menée pour favoriser le bien être des mères et des enfants. Certains gouvernements africains ont pris parti pour une limitation de la croissance démographique, tandis que d'autres se montrent indifférents en encourageant ouvertement la natalité. Dans certains pays, la demande de la planification familiale est plus importante que les moyens de la satisfaire. Par contre, certains services disponibles ne sont pas utilisés à plein et d'autres montrent un taux d'abandon élevé.

L'association des services de contraception avec d'autres services notamment avec ceux de la protection sanitaire maternelle et infantile est utile. Même si elle ne réduit pas la croissance démographique, la possibilité de donner aux femmes d'allonger l'intervalle entre les naissances offre, en matière de santé et de bien-être, des avantages que les femmes reconnaissent et qui contribue à l'acceptation du programme.

Concernant particulièrement la région d' « Anosy Avaratra », la taille moyenne de six (06) personnes par ménage nous indique l'effet plus ou moins positif de la planification familiale. Mais le taux reste encore élevé si l'on se réfère à l'importance des diverses sensibilisations et actions menées dans ce programme ainsi que malgré la proximité de la capitale.

Ainsi, le centre de santé de base niveau II d'Anosy Avaratra comporte un service spécial de planification familiale avec tous les médicaments et les matériels nécessaires. D'après le responsable de ce service en la personne du Docteur Nivo RAMALALANIRINA, bon nombre des gens sont encore réticents vis-à-vis de ces méthodes contraceptives qu'ils jugent « immorales » et « contraires à l'esprit chrétien ». De son côté, la méthode naturelle de contraception notamment l'allaitement maternel durant les six mois de la naissance (MAMA) est bel et bien adoptée mais sans réel succès du fait peut-être de la courte période d'espacement.

Néanmoins, les jeunes de la région sont plus intéressés par ces procédés contraceptifs et le programme national de lutte contre le VIH-SIDA de l'actuel gouvernement, lancé dans toute les zones périurbaines d'Antananarivo contribue plus efficacement à la conscientisation de ces jeunes en insistant sur l'importance de l'utilisation des préservatifs.

En plus, beaucoup d'individus consultent régulièrement le dispensaire catholique qui rejette formellement toute forme de contraception « scientifique » au profit des méthodes naturelles et de l'abstinence.

Section II. LES RETICENCES DES POLITIQUES DE LA PLANIFICATION FAMILIALE

A Le point de vue religieux

Dans une société à majorité chrétienne comme la société malagasy, la position de l'église tient une place importante dans la vie quotidienne de la population si l'on se réfère seulement au poids et à l'influence du FFKM (*Fikambanan'ny Fiangonana Kristianina eto Madagasikara*) sur l'actuel gouvernement plus particulièrement lors de la crise politique de 2002. Les critiques acerbes formulées récemment par le Cardinal Gaétan RAZAFINDRATANDRA concernant les préservatifs mettent le point sur la position de l'église chrétienne.

Aussi, le Pape JEAN PAUL II, dans la dernière lettre encyclique, souligne « la valeur incomparable de la personne humaine ». Pour lui, « l'homme est appelé à une plénitude de vie qui va au delà des dimensions de son existence sur terre puisqu'elle est la participation à la vie même de Dieu ». De là découle la grandeur et le prix de la vie humaine. D'un point de vue temporel, la vie est un moment « initial » et une partie intégrale de développement entier et unitaire de l'existence humaine. Le développement doit se poursuivre par la promesse de la vie divine dans son accomplissement dans l'éternité. La vie humaine ne peut se limiter à la terre. L'homme a une vocation surnaturelle, ce qui rend relative sa vie sur terre.

Le débat dépasse le cadre du temps et de l'espace, car notre vie ne se limite pas à cette terre, elle continue après notre présence sur terre et c'est pourquoi « malgré les difficultés et les incertitudes, tout homme sincèrement ouvert à la vérité et au lien peut avec la lumière de la raison et sans oublier le travail secret de la grâce, arriver à reconnaître, dans la loi naturelle inscrite dans les cœurs, la valeur sacrée de la vie humaine depuis son commencement jusqu'à son terme, il peut affirmer le droit de tout être humain à soigner la vie humaine, ne pas se prêter dans divers secteurs à tuer la vie humaine, à voir intégralement respecter ce bien qui est pour lui primordial ».

En plus l'église chrétienne ne cesse de mettre en garde le monde entier contre les menaces de la société humaine constituées de tout ce qui s'oppose à la vie elle-même comme l'homicide, la génocide, l'avortement. L'euthanasie, le terrorisme avec toutes ces formes, la prostitution..... Les progrès

scientifiques et techniques qui font naître des situations contraires aux principes du christianisme. Le clonage qui consiste à générer un être humain par l'intermédiaire des ADN*des corps humains suscite beaucoup des polémiques tant au niveau des médias internationaux qu'au rang de la population chrétienne.

B Le point de vue économique

Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, la surpopulation va logiquement à l'encontre du développement économique. Cependant, les effets de la croissance démographique sur le développement sont loin d'être toujours négatifs.

D'abord, l'accroissement de la population entraîne un élargissement du marché de consommation. Cette croissance augmentait à la fois la demande de consommation et l'incitation à investir. Cette situation, pour éviter un développement de l'inflation devait inciter les entreprises à investir pour permettre la relance de l'économie nationale, voire même une reprise de la croissance économique.

Ensuite, l'accroissement de la population est aussi source de création de nouvelle main d'oeuvre donc d'augmentation de la force de travail. Il permet en effet la vigueur de l'offre qui, en s'ajustant à la demande, entraîne un processus d'accumulation plus accrue.

Enfin, l'évolution numérique de la population contribue à la jeunesse de celle-ci. Une structure par âge jeune suscite un plus fort esprit d'entreprise, accroît l'aptitude à accepter l'innovation, entraîne une accession plus rapide aux postes de responsabilités, et facilite l'adaptation au changement dans la structure de production.

Pourtant, la maîtrise numérique¹³ de la population s'avère une solution inévitable pour Anosy Avaratra où 32484 habitants s'engouffrent dans une superficie de 1 km² seulement.

¹³DUPREEL et SAUVY in Guillaumont (P) *Economie de développement « Dynamisme interne de développer »*, tome II, PUF, 1992

TROISIEME PARTIE : L'UTILISATION DE L'ESPACE

Chapitre I L'AGRICULTURE

Malgré la croissance de l'agglomération tananarivienne. Les hautes terres de l'imerina restent un monde essentiellement rural. Comme l'agriculture était la principale activité de la région d'Anosy Avaratra, actuellement, 41,85% de la population exerce cette activité comme source exclusive de revenu.

Ainsi malgré l'effort déployé par l'Etat Malagasy, l'agriculture demeure peu prospère et ne parvient plus à elle seule à assurer la subsistance de la famille concernée. Les chiffres retenus pour décrire l'activité agricole proviennent essentiellement de données obtenues sur le terrain par enquête auprès des ménages. Faute de moyen pour entreprendre une enquête quantitative régionale, les conclusions s'appuient sur le cas étudié en détail du fokontany d'Anosy Avaratra qui est jugé représentatif d'une logique d'utilisation du milieu, elle-même provenant de la conjonction entre l'histoire, les conditions naturelles et les opportunités économiques du lieu.

D'ailleurs. Randretsa et Rafrezy ont écrit en 1984 que : " Si les conditions actuelles de production ne subissent pas de modifications urgentes, tant au niveau des superficies et du rendement qu'au niveau des pertes subies et du coefficient de conversion (la norme fixée par le FAO étant de 70%). il est difficile de penser que les besoins pourraient être satisfaits et il y a de gros risques que le pays continue d'importer encore du riz d'ici l'an 2000".

Actuellement, cette prédiction s'avère exacte puisque nous continuons encore d'importer du riz et que cette autosuffisance rizicole n'est pas pour demain.

Il est vrai que les superficies agricoles ont connu une importante extension parallèlement d'ailleurs à une hausse considérable du nombre de la population et mais les rendements rizicoles ne comportent que des faibles performances. Donc, l'extension des superficies et l'amélioration des rendements ne sont pas proportionnelles à l'augmentation du nombre d'habitants.

En réalité, subsistent encore les problèmes concernant la structure foncière, les moyens agricoles ainsi que le mode de production.

De même, concernant particulièrement les hautes terres, la politique de migration interne vers le moyen-Est déployée ne parvient pas à obtenir les résultats escomptés.

A l'heure actuelle, le programme d'amélioration du rendement agricole initié par le gouvernement à travers l'organisation du concours n'intéresse qu'une faible minorité des agriculteurs. Le coût des engrais et des intrants agricoles n'est pas encore à la portée des paysans malgaches bloqués dans l'engrenage de la pauvreté.

Section I DES PRATIQUES PAYSANNES HERITEES DE LA COLONISATION

L'analyse des pratiques paysannes est une manière d'interpréter la réalité agraire qui résulte de rapports complexes entretenus entre une société et son environnement. TEISSIER (1979) est le premier qui fait la distinction entre technique et pratiques.

Ainsi, la technique est "un ensemble ordonné d'opérations ayant une finalité de production", qui "peuvent être décrites indépendamment de l'agriculteur ou de l'éleveur qui les met en œuvre" tandis que les pratiques sont "les activités élémentaires ou les manières de faire, réalisées dans une perspective de production et qui sont en effet beaucoup plus liées à l'opérateur et en particulier aux conditions dans lesquelles il exerce son métier » (milieu naturel, système de production, situation familiale,.....)

Des recherches ont été menées dans tout Madagascar et en particulier, au cœur de la civilisation agricole des hautes terres, sur les façons dont la population perçoit et utilise la différenciation naturelle de l'espace pour des pratiques agricoles.

Situé à seulement 13 km de la capitale, la région d'Anosy Avaratra fait encore partie de l'Imérina centrale et n'échappe pas à l'étude réalisée. Les pratiques agricoles sont considérées dans leur interrelation avec la perception que les sociétés ont de leur milieu. Les pratiques paysannes dans les hautes terres centrales de Madagascar résultent de savoirs et de savoir-faire accumulés et renvoient au milieu, à sa perception et à l'utilisation qui en est faite. Elles sont au centre des rapports des sociétés à leur environnement alors que les techniciens peuvent être extérieurs au milieu, innovation technique et thème technique introduits dans le cadre d'opérations de développement.

Dans l'étude des systèmes agraires, il y a donc tout intérêt à voir l'exacte signification des pratiques en relation avec l'interprétation et l'utilisation d'un milieu différencié. Et les pratiques agricoles englobent toutes sortes de procédures se rapportant à plusieurs échelles dans le temps et dans l'espace¹⁴

Dans l'espace :

- **au niveau du terroir et des unités physiques, les pratiques font référence à une perception dynamique d'ensemble. Le drainage et l'irrigation sont des exemples de ces procédés ainsi que la mise en place des dispositions érosives.**
- **au niveau des multiples facettes, les pratiques paysannes regroupent tout le "traitement" qui leur est appliquée : le façonnement, l'entretien, la correction, l'exploitation ainsi que l'aménagement du milieu.....**
- **au niveau de la parcelle, c'est l'étude du détail du système de culture et des opérations propres à chacune d'elles (outillage, préparation du champ, techniques culturales, fertilisation, maîtrise et conduite de l'eau mais aussi alternance de culture et des jachères)**
- **au niveau de cultures, ce sont toutes les règles de répartition, d'association, de succession, de rotation des plantes cultivées et leurs justifications, également les techniques de récoltes et de conservation.**

¹⁴ BLANC-PAMARD (Ch), MILLEVILLE (P), *A travers champs, agronomes et géographes, ORSTOM, collection : colloques et séminaires 1985*

Dans le temps :

- en ce qui concerne l'utilisation du milieu, des pratiques différentes s'enchaînent sur une même parcelle. Ainsi, à la riziculture qui occupe les bas-fonds de novembre en avril succèdent d'autres activités agricoles et non agricoles qui requièrent une autre gestion du milieu.

Ainsi donc, au niveau des exploitations, l'hétérogénéité des pratiques dans l'espace et dans le temps est un des éléments à prendre en compte comme indicateur des différentes logiques paysannes sur un même espace.

Concernant les finages, ils comprennent toujours plusieurs terroirs selon René DOUESSIN¹⁵ : terroirs de cultures sèches, terroirs rizicoles de vallon et terroirs rizicoles de plaine, incluant éventuellement des zones marécageuses. Mais l'importance respective de chacun d'eux varie d'une zone à l'autre. Dans les finages installés en bordure des plaines par exemple dans la vallée de la Sisaony d'Anosizato, la répartition est généralement équilibrée. Par contre, au centre de la plaine, dans les Images de butte, le terroir rizicole de plaine est plus étendue que celui des cultures sèches entraînant logiquement un morcellement plus poussé de ce dernier et aussi un déséquilibre relatif du système de culture.

La zone située à proximité immédiate de la ville comme Sabotsy Namehana représente une fois de plus un cas particulier, puisque l'urbanisation y a supprimé le terroir de cultures sèches laissant place à bas fonds occupés exclusivement par la riziculture, complétée par quelques cultures maraîchères sur les tertres.

Les finages jouent donc un rôle non négligeable dans la vie agricole des plaines. Leur composition influence le système de culture et peut même entraîner le morcellement important de certains terroirs. Les contraintes qui s'y exercent et qui garantissent leur homogénéité, ont marqué les structures foncières, déterminant une nette prédominance de la propriété des résidents et donnant un caractère particulier à la propriété extérieure, souvent d'origine locale.

¹⁵ DOUESSIN (R), *géographie des plaines de Tananarive*

Section II CLIMAT ET SOL PLUTOT DEFAVORABLES

Puisque la région de Sabotsy Namehana fait encore partie du "grand Tana", elle présente les caractères essentiels d'un climat tropical d'altitude manifesté par les valeurs moyennes, les rythmes des pluies et les variations de température, les excès climatiques. La principale période des pluies se situe de novembre en avril mais on y a enregistré également une variabilité pluviométrique inter annuelle; il y a alternance de période où il pleut plus et d'autre où il pleut que la moyenne.

Sur le plan thermique, l'altitude est responsable de la température moyenne annuelle fraîche de 19 °C. Le froid limite donc la saison culturale du riz et explique la course au repiquage dès les premières pluies.

Les résultats des analyses en laboratoire soulignent la pauvreté chimique des sols d'Imerina. La plupart des chiffres ont des valeurs très faibles qui avoisinent parfois celles admises pour les marges d'erreur : le taux moyen de potassium, élément très important pour la fertilité du sol, dans l'agglomération d'Antananarivo se situe dans les 0,03 milliéquivalent pour 100 grammes de terres (normes d'interprétation des analyses chimiques des sols tropicaux mises au point par l'ORSTOM, utilisées au laboratoire de pédologie du ministère de la recherche / *Tsimbazaza Antananarivo*) alors que la norme d'interprétation situe le seuil "très pauvre" à 0,1 milliéquivalent.

Ceci explique entre autre la faible rentabilité de l'agriculture dans la région des hautes terres centrales et plus particulièrement en Imerina.

Mais en plus de cette pauvreté des sols s'ajoute l'ignorance des paysans en techniques et méthodes appropriées pour la bonification des terres. Ainsi, certains agriculteurs de la région n'apportent pas de fumure à des sols cultivés depuis une dizaine d'années car "la terre a encore assez de force et de saveur" disent-ils.

Malgré les contraintes de cette pauvreté du sol, les terres offrent des possibilités inégales à l'agriculteur Merina¹⁶. Celles-ci découlent essentiellement des propriétés physiques : aération, porosité des horizons d'altération, portabilité des sols hydromorphes minéraux. N'empêche que certains auteurs naturalistes avancent l'idée que des techniques adéquates peuvent donner à des sols pauvres une fertilité qu'ils n'avaient pas dans leur état naturel.

La gestion de fertilité des sols ne date pas d'aujourd'hui, elle est déjà abordée dans des discours d'Andrianampoinimerina : "travaillez donc vos rizières, répandez-y des cendres".

Les apports aux champs sont des procédés visant à pallier les carences des sols et à améliorer leurs qualités : amendements minéraux des sols tourbeux, utilisation d'engrais vert, préparation de compost et de fumier. Dans les trois cas, les apports organiques jouent un rôle prépondérant mais ils diffèrent selon les lieux de destination, les bas fonds ou les collines.

D'après l'observation faite sur terrain, l'activité agricole de la zone d'Anosy Avaratra se concentre sur les bas-fonds du fait de l'insuffisance d'eaux. Ainsi, rizières et cultures de contre saison constituent les principales formes d'occupation des sols. Néanmoins chaque ménage dispose d'une petite parcelle (12 ares/ménage) où il cultive, brèdes, arachides et autres, mais d'une faible quantité juste ce qu'il faut pour l'autoconsommation.

¹⁶ RAISON (J.P), *Utilisation de sol et organisation de l'espace en Imerina ancienne*, La Haye, Mouton, Paris 1972

Sur le plan régional; la rizière est un élément déterminant du système agricole, malgré l'extension des cultures pluviales. Elle est par excellence la terre nourricière; rien de plus faux cependant que d'y réduire les exploitations, car la part des terres à riz dans les superficies cultivées, variable évidemment selon les conditions topographiques locales n'est à vrai dire jamais écrasante : à titre d'exemple, les rizières occupent les 58% de la superficie cultivée à Antsirabe tandis que dans les plaines d'Antananarivo, elles représentent les 71,8 de toutes les zones cultivées¹⁷.

La proportion dévolue aux cultures pluviales augmente logiquement avec la densité de la population et la proximité de la capitale. Mais ceci n'empêche la prépondérance de la riziculture estimée par les enquêtes de 1999 à 48,5% de la superficie cultivée pour la province d'Antananarivo. Mais concernant les surfaces cultivées, il serait abusif de parler d'une tyrannie de la riziculture puisque des cultures de contre-saison ont pris beaucoup plus d'importance et d'autant plus qu'on ne dispose pas des chiffres fiables et récents pour prouver le contraire.

La riziculture dans les hautes terres n'arrive pas à couvrir toutes les demandes et les besoins locaux puisqu'elle est déjà, telle que, "une remarquable réussite" : ainsi que le montre fort bien Françoise Le Bourdieu¹⁸, le climat ne lui est pas favorable, avec ses moyennes thermiques trop basses (17° seulement à Tana, alors que les conditions optimales sont à 32°), sa pluviométrie parfois médiocre, et peut-être surtout ses accidents, grêles et intempéries. On cultive donc le riz de préférence pour satisfaire les besoins de l'autoconsommation familiale c'est-à-dire non pour le vendre mais pour éviter d'en acheter au moment de la soudure.

En plus, cette dégradation de l'agriculture pourrait aussi être le résultat de la diminution du prix du paddy et la concurrence des produits d'importation suite évidemment aux mesures de libéralisation économique prise par le gouvernement Malagasy depuis quelques temps.

Enfin, d'autres activités moins fatigantes incitent par exemple les jeunes filles à s'aventurer dans les entreprises franches installées aux environs de Sabotsy Namehana.

Section III. QUALITE-TECHNIQUE-MODE D'EXPLOITATION

1. Faible exploitation et techniques rudimentaires

En fait, l'échelle manuelle de l'agriculture dans la région de Sabotsy Namehana ainsi que dans d'autres parties suburbaines d'Antananarivo, ressort d'une simple observation de paysage : aucun champ immense, encore moins de matériel agricole lourd, aucun emploi des techniques et technologies avancées. Il s'agit effectivement d'une agriculture de petites exploitations et d'après l'enquête, on a pu ressortir le chiffre moyen de 12 ares de rizières par personnes. (Source : enquête personnelle) En général, les propriétés inférieures à 2 ha sont le plus souvent caractérisées par une gestion familiale.

¹⁷ RAISON (J.P), *Les hautes terres de Madagascar : enracinement et mobilité des sociétés rurales ORSTOM*, Karthala 1984

¹⁸Le BOURDIEU (F), *Le riz à Madagascar*

La production peut être aussi mesurée par les outillages utilisés. Les agriculteurs ne disposent que d'une faible quantité de charrues, de herse, de charrettes (voir monographie) alors que, tractées par les bovins, elles pourraient augmenter fortement la productivité du travail.

Andohamandry, le village avec la proportion la plus élevée des charrues n'atteint qu'une moyenne de 0,5 charrues par ménage Jean Pierre RAISON a avancé la thèse selon laquelle la culture de 50 ares de rizières (soit moins que le minimum nécessaire à l'autosubsistance d'une famille moyenne en Imerina actuelle) et de 48 ares de "*tanety*" provoque un plein emploi de la main d'oeuvre familiale du 15 avril au 15 mai, et des hommes seuls entre le 15 septembre et le 15 novembre¹⁹.

Donc la rizière ne rapportera normalement pas beaucoup d'argent, mais elle empêchera d'étendre au-delà d'une superficie dérisoire des cultures pluviales rémunératrices. Même l'adoption de la culture attelée, contrairement à ce qu'on pourrait penser, ne modifie pas radicalement les données du problème, permettant seulement à celui qui exploite un demi-hectare de rizière de cultiver 72 ares sur les "*tanety*".

Mais se pose automatiquement le problème d'insuffisance de zébus pour les régions d'Avaradrano et Anosy Avaratra en particulier. En réalité, l'extension de la ville avec cette forte poussée démographique ne laisse plus de place pour les pâturages et l'alimentation des bêtes entraînant du même coup l'insuffisance du fumier de parc.

Les agriculteurs de la région sont donc forcés de faire face à cette insuffisance numérique des bœufs ainsi qu'aux prix élevés des engrais chimiques et des intrants agricoles nécessaires à l'agriculture.

Ainsi, d'après les sondages effectués lors de l'élaboration du plan communal de développement de la commune de Sabotsy Namehana, près de 90% des paysans estiment trop élevé le prix des intrants agricoles et les produits phytosanitaires appropriés. Ils sont donc obligés de recourir à des techniques rudimentaires et ne constatent aucune augmentation du rendement agricole. Les rendements sont logiquement peu élevés : 1,9 tonnes de paddy par hectare dans l'arrondissement d'Anosy Avaratra²⁰.

¹⁹RAISON (J.P), *Les hautes terres de Madagascar : enracinement et mobilité des sociétés rurales* ORSTOM, Karthala 1984

²⁰Source : enquête personnelle décembre-janvier 2003

Les exploitations rizicoles comportent en moyenne un minimum de 03 parcelles mais certains ménages disposent davantage, la taille moyenne d'une parcelle est de 5,5 ares mais on pourrait aussi y trouver de petites rizières de 5 à 6 mètres carrés (source : enquête personnelle)

2 Modes d'exploitation variés

En ce qui concerne les modes d'exploitation, le faire-valoir des terres présente trois formes : directe, indirecte, et mixte. Il est donc direct quand c'est le propriétaire lui-même qui exploite son champ et lorsque des parcelles indivises sont mises en valeur une année sur deux par chaque héritier. Il existe en fait trois modes de faire valoir indirect :

- *Le métayage* : illégal mais toléré de fait. Le bail n'est jamais écrit et en malgache, prendre une terre en métayage se dit : "se lier par la parole" et le propriétaire ne fournit à un tiers en général que la terre. Le bailleur reçoit en principe le tiers de la production et le contrat oral est renouvelable. Françoise Le Bourdieu²¹ souligne l'existence de deux types de métayage : le premier concernant ceux qui vivent sur les grandes exploitations à titre de métayers exclusifs et le second qui touche parfois ceux qui sont employés par des propriétaires et qui partagent leurs temps entre les travaux dus à l'employeur et leurs propres terres qu'ils continuent à exploiter. Le "sous-métayage", qui est un phénomène parasite caractéristique de la région de Marovoay et Lac Alaotra consiste pour le métayer à mettre les terres en sous-location par d'autres exploitants. Notons que c'est un procédé "immoral" et contraire à la loyauté malgache.

- *Le fermage* : ou location qui singularise l'Ouest de l'Imerina avec un bail pouvant dépasser cinq ans. On rencontre des procédés similaires dans le Vakiniadiana où des créanciers exploitent des rizières mises en gage pour des dettes non honorées. En fait, le fermage comporte deux catégories biens distinctes : le fermage contrôlé dépendant du propriétaire et le fermage traditionnel où le fermier est libre de gérer une exploitation en échange d'une redevance fixe de paddy par hectare quel que soit le rendement et que le règlement soit en nature ou en espèces.

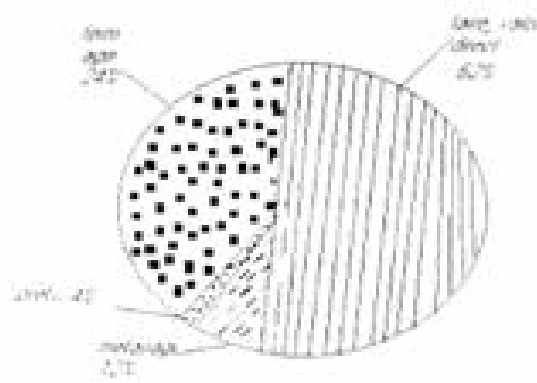
- *Le "prêt"* qui consiste à octroyer des terres au profit des ménages étrangers au village ou parfois aux couples nouvellement installés.

Dans la région de Sabotsy Namehana, le faire-valoir indirect est prédominant mais sa combinaison est fréquente avec le fermage ou le métayage. Anosy Avaratra où la superficie moyenne en rizières par personne est faible (inférieure à 5 ares), quelques ménages au budget excédentaire cultivent des parcelles en métayage en plus de leurs terres rizicoles propres.

Ceci s'avère une solution à l'insuffisance de la superficie cultivable et empêche en même temps de réserver toute la production aux besoins et aux revenus du foyer. Comme dans tous les abords de la capitale, le taux 1/3 est largement pratiqué à Sabotsy Namehana : le propriétaire résidant en ville et de ce fait mieux informé des frais de culture, estime qu'il n'a aucune participation matérielle à fournir, compte tenu de la valeur de ses terres. Les semences sont souvent à la charge du dernier.

²¹ LE BOURDIEC (F), *Hommes et paysages du riz à Madagascar*, janvier 1974

REPARTITION DES RIZIERES SELON LEUR MODE DE FAIRE VALOIR



D'après le schéma donc, le faire valoir-direct est le procédé le plus courant dans l'arrondissement d'Anosy Avaratra. Ainsi, 28 agriculteurs parmi les cinquante enquêtes exploitent directement leurs propres rizières.

Le fermage arrive en seconde position avec 12 cas recensés. Les propriétaires habitent soit en ville soit dans les provinces et les terres sont exploitées le plus souvent par des membres de la famille moyennant une proposition de rendement.

Puisqu'il comporte pas mal de risques du fait de l'inexistence de véritable contrat, le métayage n'intéresse plus que 8 agriculteurs dans la région. La plupart des cas résultent en effet des compromis effectués autrefois entre les cocontractants.

Seulement deux cas de prêt sont enregistrés :

- un père de famille se voit attribué une parcelle de 3 ares par son frère qui réside à l'étranger
- un couple de Betsileo nouvellement installé exploite deux parcelles de rizières prêtées par un des oncles de la femme.

Théoriquement, les exploitations mobilisent une main-d'œuvre d'origine variée : familiale, salariée et d'entraide. La main d'oeuvre familiale est la plus utilisée; tous les ménages producteurs y ont recours et ce n'est que dans des cas de force majeure qu'elles s'investissent dans des travaux extérieurs, aux dépens de la production familiale directe. L'appel à une main d'œuvre extérieure intervient quand le ménage n'arrive pas à assurer seul ses travaux, le salariat et l'entraide sont les formules courantes. Dans le premier cas, des gens extérieurs sont appelés à contribuer à l'exploitation moyennant une rémunération en argent ou même en pourcentage du rendement tandis que le second cas fait appel à la solidarité des villageois pour la réalisation d'un ou plusieurs tâches mais sans contrepartie monétaire cette fois ci et le procédé se rencontre souvent dans le cas des travaux d'intérêt collectif.

Dans le cas de la circonscription d'Anosy Avaratra, le système de main d'œuvre familiale domine largement avec 75% des ménages enquêtes. Le salariat n'intéresse que les 2% de la société paysanne résultat peut être du faible montant du "sarak'antsaha", (salaire journalier qui varie entre 5 000 à 7 500 francs malagasy).

Une société agricole en voie de disparition.

Comme on a déjà mentionné auparavant, il ne reste plus que 41,85% de la population qui exercent l'agriculture comme source exclusive de revenu, et d'après les enquêtes qu'on a effectués auprès de ces agriculteurs, la diminution progressive de la rentabilité agricole, la concurrence des produits d'importation (riz d'origine asiatique), le prix inabordable des engrais chimiques, des intrants agricoles (provende à 3500 Fmg), et les produits phytosanitaires (insecticide, décis....), l'implantation des entreprises franches (actuellement au nombre de 03 : source : enquête personnelle), l'attraction des grandes villes, sont autant des facteurs qui poussent les paysans à abandonner leur activités au profit d'autres.

Certes, il y en a ceux qui réussissent surtout ceux qui disposent d'un minimum de bagages intellectuels et sachent exploiter leurs maigres capitaux ainsi que ceux qui ont d'autres spécialités en artisanat, menuiserie ou autres.

Chapitre II L'ELEVAGE ET L'ARTISANAT

Section I L'ELEVAGE : UNE ACTIVITE EN PLEIN RECUL

Le mot "élevage" a deux sens : dans le premier, le plus large, il signifie entretien d'animaux domestiques, dans le second, le plus étroit, action d'élever un animal né sur l'exploitation, jusqu'à ce qu'il rende les services d'une bête adulte. Ce qui nous intéresse c'est le sens large : l'entretien de bétail.

La vente des principales cultures de Tanety étant souvent très difficile, surtout pour les tubercules, et d'un rapport forcément médiocre, la solution logique en est la transformation par l'engraissement d'animaux. C'était bien évidemment le système globalement adopté sur les hautes terres, et qui subsiste aujourd'hui sous une forme très affaiblie. Les observatoires ruraux de 1996 sur la consommation et les budgets des ménages ruraux attribuent encore à l'élevage le premier rang dans les revenus agricoles.

ORIGINE DES REVENUS MONETAIRES DE L'EXPLOITATION²² (en % du total de revenus) :

Culture vivrière	Cultures d'exploitation	Elevage	Total des revenus de l'exploitation
Imerina 13,8	2,3	22,8	38,9
Betsileo 18,5	3,8	30,6	52,9

Quoique les chiffres fassent peut-être illusion et ne reflètent pas la vraie réalité, il est indéniable que l'élevage a connu un très considérable recul sur les hautes terres et même dans tout Madagascar. Il est vrai que la possession des bœufs reste pour la majorité un mode idéal de placement des économies, et bien souvent un réel investissement, mais les effectifs ont sans conteste très fortement décliné. Sans doute faut-il se méfier des déclarations paysannes selon lesquelles le passé est toujours l'âge d'or, néanmoins, la simple lecture du paysage à l'intérieur de la commune rurale de Sabotsy Namehana, témoigne sans doute le recul de cette activité autrefois principale génératrice de revenu.

Aujourd'hui, d'après les enquêtes effectuées récemment, on ne recense que quelque 72 têtes de Zébu dans le Fokontany d'Anosy Avaratra et seulement 442 pour tout l'arrondissement *source : enquête personnelle décembre-janvier 2003*).

Cette régression résulte de l'appauvrissement du paysannat des hautes terres, mais l'explication, assez peu étayée d'ailleurs, n'est sans doute pas suffisante. En général, l'augmentation de la population et l'extension des cultures pluviales qui en a résulté, notamment sur les collines les plus proches des lieux habités, a provoqué une raréfaction des pâturages. Mais cet état de fait a été aggravé pour la région d'Anosy Avaratra par l'importante extension de la ville. L'urbanisation de la zone avec cette forte poussée démographique pousse les gens à se défaire de leurs parcs à bœufs pour y construire des maisonnettes qui servent aux besoins familiaux.

Plus positivement, l'essor de la culture attelée a sans doute joué dans le sens d'une réduction des effectifs chez les paysans les plus aisés, on tire aujourd'hui plus d'orgueil de la possession d'une paire de beaux bœufs de trait que de la contemplation d'une demi-douzaine d'animaux étiés surtout que les premiers peuvent faire l'objet d'une location par ceux qui n'en ont pas et cette transaction est fréquente chez les cultivateurs de la région d'Avaradrano. Le dernier facteur, dont l'incidence ne doit pas être négligée est la scolarisation systématique des enfants qui a rendu la garde des bêtes beaucoup plus difficile au moment même où la multiplication des champs de tanety la rendait plus nécessaire.

Concernant les bêtes dont la production est commercialisée, comme les vaches laitières par exemple, la production du lait est concurrencée massivement par les produits d'importation et ceci ne permet pas aux paysans locaux d'investir dans ces animaux qui, de plus, nécessitent des techniques spéciales et grande superficie pour le foin et les "vilona". Notons à titre d'exemple que le prix d'une vache laitière de meilleure race varie entre 50 et 70 millions de francs malagasy alors que le prix du litre du lait n'est que 3000 à 4500 fmg.

L'embouche bovine, sorte de gavage de "bêtes de fosse" maintenues quasi immobiles dans des parcs exigus, avec les produits les plus divers mais surtout des tubercules, est une activité non négligeable autour d'Antananarivo, Vakinankaratra et Vakiniadiana mais malheureusement, cette pratique est quasi inexistante dans la région de Sabotsy Namehana.

²²ROUBAUB (F), *Aperçu de l'état des campagnes malgaches-Premiers résultats des observatoires ruraux- Projet MADIO décembre 1997*

Le diagnostic participatif paysan (DPP) effectué avec les villageois lors de l'élaboration des projets communaux nous montre assez clairement que le prix exorbitant des provendes et des produits phytosanitaires appropriés est un des facteurs qui décourage les paysans à se lancer dans cette activité.

Il est vrai aussi que l'embouche porcine est une activité très intéressante car ne demandant pas beaucoup d'investissement puisque le porc malgache vivait largement des produits du marrais et des tubercules, en plus sa viande a de tous temps été vendue plus chère que celle du bœuf. Mais à la suite de la peste porcine africaine (PPA) qui a ravagé le pays en 1999, l'embouche porcine est devenue une loterie à laquelle on se livre effectivement un peu comme à un jeu de hasard. A l'heure actuelle, bon nombre d'éleveurs ne veulent plus entendre parler de cette activité et on n'a recensé que 194 têtes de porc dans les cinq fokontany qui constituent l'arrondissement d'Anosy avaratra (Source : enquête personnelle décembre-janvier 2003)

Malgré la tendance à ne pas attacher beaucoup d'importance à la basse cour, puisque, dit-on il faut au moins une centaine de poulet pour égaler le prix d'un porc, l'élevage des poulets de chair et des poules pondeuses commencent à gagner du terrain dans la partie d'Anosy avaratra. Mais les problèmes d'insécurité, d'accident sanitaire planent toujours au dessus de ces éleveurs.

Un intéressant projet de « rizipisciculture » dans la zone de Laniera vient d'être soumis aux autorités locales et aux organismes de financement par l'association des groupements des agriculteurs de la région. Ce projet figure parmi les priorités de la commune pour le programme d'investissement communal de 2004 (PIC)

Section II UN ARTISANAT EN PHASE DE DECLIN

L'artisanat à Madagascar comme dans tout pays du tiers monde était jadis important mais tenu malheureusement à subir de plein fouet la concurrence des produits d'importation. Une simple observation nous indique qu'actuellement, les produits artisanaux malgaches sont en train de décliner.

Comme toute activité de production, le métier d'artisan rencontre tous les genres de problèmes touchant une activité économique. Les problèmes les plus souvent évoqués concernent l'insuffisance des fonds de roulement et ceux qui sont liés au manque de financement. Nombreux sont ceux qui ne savent pas l'existence des chambres de métiers.

En effet, suite à l'entrée de Madagascar dans le processus de « libéralisation économique » et généralement dans le moule de la mondialisation, l'affluence des produits importés, plus particulièrement les articles chinois, entraîne logiquement le ralentissement du secteur artisanal malgache. Le coût des matières premières et des matériaux nécessaires à la fabrication, ainsi que les outillages et machines, reste du moins pour le moment inabordable pour la majorité des artisans malagasy et qui ne les permet pas de concurrencer les importateurs. BATTISTINI et HOERNER²³ affirment que « la production artisanale malgache s'appuie sur une tradition régulièrement enrichie par les apports occidentaux » et que « son foyer principal de développement est situé sur les hautes terres à cause sans doute d'une forte densité de population, d'une urbanisation plus avancée et d'une perméabilité plus élevée au monde extérieur.

23 BATTISTINI (R), HOERNER(J.M), *Géographie de Madagascar* EDICEF-SEDEF juin 1986

Donc pour eux, l'artisanat sur les hautes terres est solidement implanté et plus diversifié qu'ailleurs mais pourtant, ils minimisent l'artisanat traditionnel des Côtes en soulignant seulement les difficultés à établir une distinction entre les agriculteurs et les artisans contrairement aux cas des Merina et des Betsileo. Ils ont cité dans ce sens l'artisanat du bois qui est tout à fait remarquable mais lié à l'art funéraire comme les "statues" vezo et mahafaly ainsi que l'"aloalo" de l'extrême sud.

Dans la région de Sabotsy Namehana, la production artisanale est de type familial et traditionnel et concerne surtout la menuiserie, le tissage, la couture, la vannerie. A l'heure actuelle, ces activités se dégradent et rencontrent toutes sortes de problèmes. La consultation du résultat du diagnostic participatif du fokontany d'Anosy Avaratra nous a permis de dégager les obstacles suivants :

- l'insuffisance du fonds d'investissement
- Le monopole du débouché par les riches opérateurs
- La cherté des matières premières et des machines appropriées
- L'augmentation de la concurrence due à l'affluence des produits importés

Certes, l'artisanat malagasy connaît un considérable recul ces derniers temps mais garde encore jalousement son authenticité et son prestige.

Ensuite, l'autre motif de "délaissement " de l'artisanat ne peut être que l'insuffisance des investissements. Ainsi, en plus de cette concurrence extérieure ; les artisans nationaux doivent encore faire face aux problèmes de manque de moyens et des équipements et pour survivre, ils doivent se débrouiller avec ce qu'ils disposent en réduisant le prix de revient du produit sans considération toutefois de la qualité. Déjà l'actuel pouvoir d'achat ne le permet pas de se développer localement, mais en plus et surtout l'exploitation à déjà fait l'objet d'un monopole par les gros opérateurs.

Aussi, en aval du secteur, la commercialisation constitue un véritable handicap. D'après le Rapport principal relatif à l'enquête Artisanat 2002 publié récemment par l'INSTAT²³, document établi sur les résultats d'une enquête par sondage d'envergure nationale sur un échantillon de 1343 unités de production artisanale (Upa), le comportement passif de près de la moitié des artisans (51,7%) pour la recherche de clients favorise la présence des collecteurs qui jouent le rôle d'intermédiaires entre les artisans producteurs et les consommateurs réduisant ainsi la rentabilité des unités de production artisanale. Les artisans sont généralement âgés de 40 ans et d'un niveau d'instruction de cours moyen, sans formation professionnelle spécifique entraînant un manque de créativité et de diversification des produits et que la production est seulement destinée à satisfaire la demande. Par ailleurs, indique ce document, la précarité des conditions de travail reflète la pauvreté subjective avec un taux de 67,8 %. Toutefois, le métier d'artisan contribue à une amélioration du niveau de vie de près de 65,1% des ménages qui le pratiquent. Notons aussi que le secteur n'étant pas encore saturé, trois quarts des artisans sont encore en mesure d'accroître en moyenne de 42,3% leur niveau de production.

²³ Madagascar Tribune n° 4567 du 31 janvier 2004

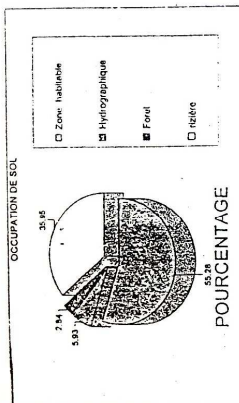
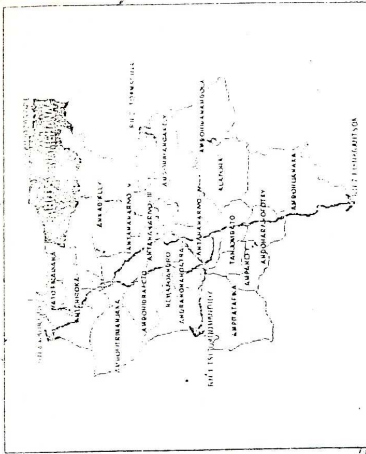
Enfin et pour terminer ce paragraphe, la dégradation de l'environnement constitue aussi un véritable obstacle au développement de l'artisanat malagasy. La diminution de la forêt suite aux feux de brousse et aux incendies ainsi qu'à une poussée démographique mal contrôlée entraîne logiquement la raréfaction des matériaux pour la vannerie et la menuiserie par exemple. Quant à la poterie, elle est progressivement victime de l'urbanisation et de la poussée démographique.

Donc, si des mesures adéquates comme l'approvisionnement normal en matières premières et outils de travail, la garantie de l'indépendance et la prise en charge de la commercialisation sont prises par le gouvernement et que l'artisan devrait déployer des efforts considérables, l'artisan malgache qui, pour le moment rencontre des graves difficultés risque de s'amenuiser progressivement.

Chapitre III **L'OCCUPATION DU SOL**

COMMUNE SABOTSY NAMEHANA OCCUPATION DE SOL

PLAN DE SITUATION DE LA COMMUNE



OCCUPATION	SUPERFICIE	POURCENTAGE
Zone habitable	23.34	55.28
Hydrique	2.50	5.93
Forêt	1.20	2.84
Rivière	15.18	35.95

RN 3 VERS ALUJZOROBÉ



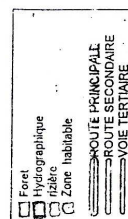
RN 3 VERS CENTRE VILLE

0 0.5 1
Kilomètres

CHEF LIEU DE COMMUNE

CHEF LIEU DE PAYSANA

CHEF LIEU DE FOKONTANY



On a donc vu d'après la carte que la zone habitable dans toute la commune de Sabotsy Namehana représente les 55,28 de la superficie totale soit plus de la moitié. Comme nous avons évoqué ci-dessus, la densité la plus forte est celle du chef-lieu de la commune : les maisons d'habitation et les activités commerciales y sont concentrées en masse. Néanmoins, on ne pourrait pas sous-estimer l'importance de la briqueterie dans la région.

Section I DES ZONES D'HABITATION DIVERSIFIEES

Puisque nous avons choisi que cette étude soit qualitative plutôt que quantitative, l'exploration minutieuse du fokontany d'Anosy Avaratra nous permet de ressortir les quatre classes d'habitation bien distinctes qui forment principalement la typologie de l'habitat.

Primo, la zone des villas individuelles de haut standing dont la plupart se trouvent aux abords de la route nationale. Ce véritable quartier résidentiel est occupé aussi bien par des étrangers que par des malgaches nantis. Rappelons qu'Anosy Avaratra abritait autrefois pas mal des descendants des souverains malgaches surtout après Andrianampoinimerina.

Secundo, les zones d'habitations individuelles constituées par des maisons souvent clôturées regroupant une population à niveau de vie moyen se retrouvent dans presque tous les quartiers mais la plus grande concentration se situe dans le village de Tanambao et alentours.

Tertio, des maisons de différentes dimensions abritant des gens plus ou moins pauvres se localisent plus particulièrement au centre (Tanambao) ainsi que dans les quartiers de Tsaramandroso et d'Ampitsinjovana.

Quarto, des paysans très démunis avec des conditions sociales inhumaines se rencontrent dans les quartiers d'Ambodilaona et d'Andohamandry. Il s'agit pour la plupart des paysans quasi-illettrés qui vivaient du salariat agricole mais du fait de l'extension de la ville, ils ont du mal à survivre.

D'ailleurs, une remarque devrait être notée : hormis le quartier résidentiel, la plupart des maisons ne sont pas alimentées en eau potable. Certes, le fokontany dispose de deux bornes fontaines publiques gérées par la société "sandan-drano", mais l'accès est non seulement payant (100 Fmg pour un seau moyen), il est aussi limité de 6h du matin à 6h du soir. D'où bon nombre des ménages se contentent des puits pour s'approvisionner en eau.

Section II ACTIVITE COMMERCIALE DEPENDANTE DE LA CAPITALE

La principale activité commerciale se concentre surtout dans le centre du fokontany notamment à Anosy et Tanambao. A l'instar du grand marché de Sabotsy qui est à 1,5 km d'Anosy Avaratra et où les gens s'y rendent soit à pied soit en "taxi-be", l'arrondissement dispose d'un marché de quartier (Anosy Avaratra), de 28 épiceries, de 2 bars, de 8 gargotes et d'une boucherie (*source : dossier statistique communal, inventaire 2003, commune Sabotsy Namehanà*).

La région d'Anosy Avaratra ne dispose ni de grandes surfaces ni des boutiques de luxe : pas de pharmacie pas de quincaillerie. Pourtant, elle comporte trois entreprises franches dont "Festival" sise à Anosy Avaratra oeuvrant dans le domaine du textile qui procure bon nombre d'emplois aux jeunes du coin et deux autres respectivement à Belanitra et Lazaina.

Des petits commerçants de secteur informel, difficilement « recensables » complètent le tableau avec des petits ateliers de tous genre : mécanique automobile, ouvrage métallique, etc.....

Section III LA BRIQUETERIE : UNE BOUEE DE SAUVETAGE POUR LES AGRICULTEURS

Comme nous avons à maintes reprises évoquées la régression manifeste de l'activité agricole notamment la riziculture, beaucoup de riziculteurs concentrent leur activité dans l'exploitation d'argile pour la fabrication des tuiles et des briques cuites. En réalité, c'est une activité qui rapporte beaucoup d'argent mais qui a l'inconvénient de rendre les terres stériles. Ainsi, lorsqu'on a extrait les argiles, la terre perd tout son "saveur" et devient inexploitable sur le plan cultural. Reste néanmoins la possibilité d'une cession pour cause de construction limitée toutefois par l'emplacement de la rizièrè concernée.

Mais dans la majeure partie des cas, les propriétaires des terres n'ont pas les moyens nécessaires pour l'exploitation de l'argile et doivent mettre leurs propriétés en location avec des tarifs souvent dérisoires. Le principe est le suivant : le propriétaire s'engage à mettre sa terre en location en vue d'une exploitation de toute l'argile qu'elle contient moyennant une somme d'argent souvent modique mais qui permet à cette catégorie d'individus de se constituer un petit capital pour une activité quelconque. Donc, en réalité, ce sont seulement les locataires qui récoltent la grosse part du gâteau. Une rizièrè de 3 ares peut être exploitée pendant deux saisons (environ deux ans) par un locataire pour un montant s'articulant autour de un million cinq cent mille francs malagasy.

Chapitre IV URBANISATION ET POLITIQUE COMMUNALE

Section I L'EXTENSION DE LA VILLE

L'accroissement de la ville aboutit souvent à développer aussi la banlieue. Celle-ci se définit, à l'origine, d'un point de vue géographique, la banlieue est une zone intermédiaire entre la ville et la campagne ; les genres de vie rurale et urbaine s'y juxtaposent, mais ceux là sont eux-mêmes sous la dépendance de la ville. A titre d'exemple, l'agriculture s'y oriente vers les cultures maraîchères. Certaines fonctions des banlieues sont nettement distinctes de celles des villes proprement dites ; d'autres sont communes avec elles.

La banlieue est appelée souvent "commune-dortoir". La majorité de la population active travaillant essentiellement en ville ne rentre chez eux que le soir. Le premier problème qui se pose automatiquement est celui des transports. En général, toute banlieue dépendante de la capitale connaît logiquement ce genre de problème sauf évidemment dans les pays développés.

Dans le cas d'Anosy Avaratra. L'embouteillage du côté d'Analamahitsy, l'insuffisance des cars, la cadence de rotation, l'exiguïté du terminus ainsi que la qualité du service offert sont autant des problèmes évoqués par les comités de développement de la commune lors de l'élaboration du plan communal de développement en partenariat avec le FID. Notons au passage qu'il faut presque deux heures de temps pour effectuer le trajet Anosy Avaratra -Antananarivo lors des heures de pointe. Ainsi donc, des projets relatifs à l'amélioration du secteur transport figurent parmi les priorités de la commune pour le projet d'investissement communal prévu pour l'année 2004.

L'activité industrielle de la banlieue constitue un élément à ne pas négliger. Des usines attirées par l'existence de terrains vastes et à bas prix choisissent souvent les zones périurbaines pour s'implanter. Pour Anosy Avaratra, des projets d'implantation des entreprises franches ainsi que des usines industrielles sont multiples. Un groupe de population se plaint toutefois des déchets évacués par la société "Festival" sise à Anosy Avaratra. Des accords ont été déjà signés entre la société et la population riveraine pour la réglementation de ces déchets soi-disant « toxiques ». Trois ménages d'agriculteurs parmi ceux du Tsaramandroso ont évoqué aussi que ces déchets se déversent souvent sur leurs rizières en entraînant des dégâts plus ou moins considérables.

Le dernier type de fonction des banlieues concernant les loisirs commence à gagner du terrain dans cette partie d'Avaradrano. En fait, des centres de loisir, des "espaces" culturels, des hôtels, des terrains de pique-nique. ... font la renommée de cette région et de la route nationale numéro 3 en particulier. Citons ici le célèbre « Saha Rakotoarimanana », une vaste propriété avec-vue panoramique et espaces verts et qui pouvait servir à des cérémonies diverses ainsi qu'à des pique-niques et qui se trouve entre Namehana et Anosy Avaratra.

Section II LES AXES STRATEGIQUES

La réalisation du Plan communal de Développement de la commune rurale de Sabotsy Namehana comporte différentes phases mais c'est la phase élaboration qui nous intéresse. Ainsi, l'élaboration du PCD est finalisée par un atelier communal qui a été conçu pour dégager une vision du futur proche et à définir à partir de là les axes stratégiques de développement de la commune. Ces axes peuvent être résumés comme suit :

- **D'ici 2007, avec l'aide des bailleurs de fonds, des organismes partenaires, la politique du gouvernement actuel, ...on va profiter de la volonté du développement de la population pour aboutir à une meilleure gestion des potentialités : forces de travail, superficie aménageable,... pour accroître le niveau de vie de la population et pour améliorer les conditions de vie en général.**

Pour atteindre ces objectifs, on doit :

- **Construire et réhabiliter les infrastructures de base : routes, marché,...**
- **Améliorer le domaine de la santé, l'enseignement, l'agriculture et l'élevage.**
- **Augmenter le taux d'accès de la population à l'eau potable.**
- **Instaurer la bonne gouvernance "dans tous les secteurs d'administration".**

Section III LE FINANCEMENT COMMUNAL

- **Partenariat :**

La commune de Sabotsy Namehana est une entité autonome qui ne reçoit aucune subvention de la part de l'Etat. Elle est donc tenue à trouver ses propres ressources monétaires et à faire fonctionner la machine administrative communale.

Il est à noter que des organismes internationaux tels que l'Union européenne ou la Coopération suisse ont des collaborations avec la commune dans divers secteurs : route, santé, éducation.

En ce qui concerne le "jumelage" autrement dit un pacte de partenariat entre deux collectivités de deux pays différents, un projet a été initié par le Maire sortant Dominique RATSIMBAZAFY à travers la signature des lettres d'intention mais reste pourtant sans suite peut-être à cause de la crise 2002 ou à la non reconduction de l'ex-Maire.

- **Le FID (Fonds d'Intervention pour le Développement)**

Le FID est un organisme qui assure la réalisation des programmes nationaux de développement en finançant les projets communautaires ou communaux dans le cadre du développement rural qui figure parmi les priorités de l'actuel gouvernement.

Ainsi, comme la commune de Sabotsy Namehana, classée rurale concernant la circonscription administrative, présente les critères nécessaires, c'est le FID qui a financé l'élaboration de son Plan Communal de Développement (PCD) en collaboration avec l'ONG (Organisation Non Gouvernementale) dénommée OADD (Organisation d'appui au Développement Durable). Il est aussi l'auteur du financement des projets de "protection sociale" réalisés dans des fokontany d'Antsahatsiresy et de Lazaina. Il s'agit des curages de canaux dans le cadre de l'HIMO (Haute Intensité de Main d'œuvre)

Notons que les projets susceptibles d'avoir du financement de la part du FID sont ceux qui sont classés prioritaires dans le PCD. Ces projets concernent essentiellement les infrastructures sociales comme l'Adduction d'Eau Potable (AEP), la construction ou réhabilitation des routes, ponts, écoles, hôpitaux, ...

En général, des entreprises sélectionnées par appels d'offre réalisent les travaux sous le contrôle du FID. Mais dans certains cas, le FID transmet à la commune la gestion de l'argent dans le cadre du "projet communautaire FID IV" sous réserve, évidemment des accords bilatéraux préétablis.

- **Le PSDR (Projet de Soutien au Développement Rural)**

Dans le cadre de la stratégie de lutte contre la pauvreté, la mise en œuvre du plan d'action pour le développement rural et du référentiel national de développement du secteur agricole, le gouvernement de la République de Madagascar avec la contribution de la Banque Mondiale a décidé de promouvoir le Projet de Soutien au Développement Rural (PSDR) dans les six provinces du pays dont Antananarivo.

Le PSDR est placé sous tutelle du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la pêche avec la participation active des autres départements ministériels (pêche et ressources halieutiques, recherche scientifique, eaux et forêts, ...)

Le projet finance les activités de production et de transfert technologique par la demande, d'une part, et renforcera les capacités aux niveaux national, régional et communautaire d'autre part, cinq grandes composantes ont été ainsi identifiées :

**Investissements productifs,
Services d'appui**

Développement communautaire

Renforcement des capacités et élaboration des politiques

Administration et suivi du projet.

Globalement, le PSDR a pour objectif principal d'accroître les revenus et de réduire la pauvreté dans les zones rurales tout en préservant la base de ressources naturelles. Puisque les priorités du PSDR sont axées sur les zones rurales enclavées, les critères d'éligibilité des projets concernant la distance par rapport à la route nationale jouent un rôle très important. C'est ainsi que *le fokontany d'Anosy Avaratra* ne pourra pas prétendre au financement du PSDR puisqu'il est à peine 1 km de la RN3 alors que la distance exigée est supérieure ou égale à 5 km de la route nationale.

N'empêche que les autres régions peuvent accéder au financement PSDR et que déjà, diverses activités génératrices de revenu sont proposées par les groupements des paysans de la commune de Sabotsy Namehana au PSDR. Il s'agit entre autres de projets de riziculture, de pisciculture en étang, d'aviculture, d'apiculture, ...

- L'OTIV Tambatra

Les défaillances de systèmes bancaires en milieu rural ont favorisé la création des institutions de Micro finance à partir de 1990 à Madagascar.

L'OTIV (*Ombona Tahiry Ifampisamborana Vola*) est une institution de micro finance mutualiste créée en 1994 dans la région de Toamasina et du Lac Alaotra. Il opère dans différentes régions de l'île et forme actuellement avec la CECAM les deux plus grands réseaux dans cette catégorie tant en terme de volume d'activités que de couverture géographique.

L'OTIV a pour objectifs à la fois de favoriser l'accès des petits producteurs exclus du circuit bancaire à des services financiers de proximité et adaptés à la taille de leurs activités et de réaliser une meilleure collecte de l'épargne des ménages et des petits entrepreneurs pour la réinjecter dans le circuit économique. S'agissant des conditions d'octroi, le promoteur qui veut effectuer un prêt auprès de l'OTIV doit d'abord et nécessairement réaliser un dépôt d'un montant minimum de 5000 francs malagasy pendant au moins trois mois. Le montant du prêt accordé est calculé en fonction du montant des dépôts effectués. Généralement, un promoteur ne peut prétendre à un prêt dont le montant dépasse deux fois du volume de la totalité des dépôts. Mais dans certains cas particuliers, le comité de crédit peut accorder plus. Pourtant, le promoteur doit disposer d'une garantie matérielle équivalente d'au moins 160% de la valeur réelle de l'ensemble des dépôts et cette garantie devient la propriété de l'OTIV au cas où le prêteur n'arriverait pas à s'acquitter de ses obligations.

Cette institution de micro-finance mutualiste contribue efficacement au développement de la région de Sabotsy Namehana et ses environs immédiats. Puisque l'accès au crédit bancaire exige des formalités complexes ainsi que des importantes garanties matérielles, en contractant avec l'Otiv, les micros et petites entreprises peuvent disposer des capitaux pouvant servir à des investissements à court ou à moyen terme.

L'OTIV concerne diverses branches d'activités et touche même les secteurs informels. D'ailleurs, 61,57 % de la clientèle de cette institution sont formés par des commerçants et des petits entrepreneurs. Des particuliers effectuent aussi des placements auprès de l'OTIV moyennant un taux d'intérêt annuel de 20 %.

D'après les enquêtes effectuées auprès des agriculteurs de la région d'Anosy Avaratra, seulement 21.33% des paysans ont déjà bénéficié de l'appui de l'OTIV tandis que les 25.71% sont intéressés mais n'avaient pas pu remplir les conditions requises. Ceux qui connaissent seulement l'existence de cette institution mais ne sont pas intéressés représentent les 36.34 % de la population contre 16,62 % qui n'en ont jamais entendu parler.

Ces chiffres nous montrent clairement que l'épargne et le crédit rural, deux procédés intéressants pour la relance de l'économie rurale, n'intéressent qu'une partie des agriculteurs d'Anosy Avaratra.

Comme nous l'avons déjà exposé ci-dessus, la faiblesse du rendement agricole de cette zone, associée à la hausse considérable du nombre de la population ne permettent plus la réalisation d'une épargne. Presque tous les agriculteurs de la région sont unanimes à reconnaître qu'il est pratiquement impossible pour une famille moyenne de se nourrir exclusivement du travail de l'agriculture. Il est donc difficile pour ces gens d'effectuer des placements même si l'opération rapporte des intérêts et conditionne l'obtention des crédits ruraux.

En plus, les conditions imposées par cette institution de micro-finance n'arrangent point la situation. Ainsi, l'exigence des cautions matérielles de valeur exclut automatiquement bon nombre des paysans dont les conditions de vie sont majoritairement plus ou moins misérables.

Le faible degré d'instruction constitue enfin un important handicap pour ces agriculteurs dont beaucoup n'osent même pas entrer dans des bureaux administratifs. C'est sans conteste pour cette raison que ces 36,34 % ne s'intéressent guère à l'OTIV.

Section IV MODE DE GOUVERNANCE

La commune de Sabotsy Namehana comme toutes les communes d'ailleurs a été sous la direction du Maire. Le principe de séparation de pouvoirs se reflète à travers la coexistence de l'organe exécutif représenté par le Maire et ses Adjoints avec l'organe législatif en l'occurrence du conseil communal.

Le Maire et ses Adjoints assurent la gestion de la commune tandis que les conseillers municipaux ont pour tâches d'élaborer et d'adopter des textes de lois relatifs au développement de la commune.

Quant aux CDC ou Comités de Développement communal, ils sont élus directement et tenus à veiller sur la mise en application du plan communal du développement (PCD) ainsi qu'au suivi de la réalisation des projets communautaires ou communaux.

Concernant la qualité de la gouvernance dans la commune, notons que le nouveau Maire en la personne de Norbertin RALAMBOMANANA ainsi que son équipe n'accèdent à leurs fonctions que très récemment, il est donc difficile d'émettre déjà un quelconque avis sur la question.

CONCLUSION

Nous avons donc vu que la démographie joue un rôle prépondérant dans l'activité économique et sociale du monde entier. Certes, la population humaine est un intéressant générateur de richesse sans toutefois négliger le fait que la non concordance de la croissance du nombre de la population avec l'accroissement des ressources est un véritable facteur d'appauvrissement. Il va falloir donc dans certains cas établir une politique rationnelle de planification familiale malgré la réticence de la communauté chrétienne.

En ce qui concerne Anosy Avaratra, c'est une région où toutes les différentes couches de la population y sont représentées malgré son importance historique dans le monde féodal. Actuellement l'endroit devient fortement peuplé et s'urbanise progressivement en risquant de perdre son aspect de banlieue de loisir. Divers problèmes sont engendrés par le surpeuplement entre autres l'embouteillage monstre du côté d'Analamahitsy et d'Ambohitrarahaba dont nous souhaiterons être réglé après la réalisation du marais « Masay » ainsi que d'autres routes d'intérêt provincial par la vice-primature.

Les agriculteurs vendent leurs propriétés puisqu'ils pensent que l'agriculture ne rapporte plus suffisamment d'argent. Beaucoup des rizières sont donc remblayées après que leurs sols argileux ont été extraits mais ce sont les exploitants qui tirent beaucoup de bénéfices par l'opération. L'implantation des entreprises franches dans la région est nécessaire pour la création d'emplois mais elle doit quand même tenir compte des effets toxiques de leurs activités. Les autorités compétentes doivent prendre les mesures nécessaires pour la sauvegarde de l'environnement et la protection des riverains.

Dans le cadre du financement communal, puisque le PSDR concentre ses activités dans les zones très enclavées et que le FID trouve souvent d'autres projets prioritaires ailleurs, l'assouplissement des conditions d'octroi du prêt au sein de l'OTIV s'avère être une solution efficace pour accroître le niveau de vie de la population dont la majorité œuvrent dans le secteur informel. Il peut être intéressant de lancer une vaste sensibilisation auprès de ces agriculteurs pour les inciter à s'intéresser davantage au monde des services financiers de proximité. De même, le PSDR doit multiplier ses champs d'action et doit tenir compte de certaines régions suburbaines. Le projet de « rizipisciculture en étang » qui vient d'être soumis récemment à la direction régionale du PSDR Antananarivo mérite d'être financé et présente beaucoup de chances de réussite.

L'instauration de la "transparence" au niveau de la gestion communale, le renforcement de partenariat et de la collaboration avec d'autres organismes et bailleurs de fonds, l'appui aux agriculteurs, la mise en place des infrastructures de base, sont autant des moyens nécessaires pour vaincre la pauvreté dans l'arrondissement d'Anosy Avaratra

ANNEXES

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- CHAMBERS (R). Rural development: putting the last first. 1^{ère} édition, longman group UK limited. Londres
- Plan Communal de Développement de Sabotsy Namehana réalisé en mai 2003
- RAJAONA (H) dans « le marais » cahier n 02 Madagascar 1995
- Ministère de l'Intérieur, rapport de recensement 1992
- Paysans sans terre et accès à la terre à Madagascar COAA PAO jureco sa avril 1998
- ROUBAUB (F), Aperçu de l'état des campagnes malgaches-Premiers résultats des observatoires ruraux-Projet MADIO décembre 1997
- RAKOTO.R (H), Chairs de la terre, œil de l'eau. Paysanneries et recompositions de campagnes en Imerina ORSTOM
- DERRUAU(M), géographie humaine 8^{ème} édition, Armand Colin Paris 2002
- CALLET Histoire des Rois, tome V, livre II. Antananarivo 1958
- DUPREEL et SAUVY in Guillaumont (P). Economie de développement «Dynamisme interne de développer », tome II, PUF, 1992
- BLANC-PAMARD (Ch), MIELEVIELE (P), A travers champs, agronomes et géographes, ORSTOM, collection : colloques et séminaires 1985
- DOUESSIN (R), géographie des plaines de Tananarive
- RAISON (J.P), Utilisation du sol et organisation de l'espace en Imerina ancienne. La Haye, Mouton, Paris 1972
- RAISON (J.P), Les hautes terres de Madagascar : enracinement et mobilité des sociétés rurales ORSTOM. Karthala 1984
- Le BOURDIEC (F), Le riz à Madagascar
- RAISON (J.P), Les hautes terres de Madagascar : enracinement et mobilité des sociétés rurales ORSTOM, Karthala 1984
- Le BOURDIEC (F), Hommes et paysages du riz à Madagascar, janvier 1974
- BATTISTINI (R), HOERNER (J.M), Géographie de Madagascar EDICEF-SEDEF juin 1986
- Madagascar Tribune n° 4567 du 31 janvier 2004

QUESTIONNAIRE

FOKONTANY
NUMERO

CODE

LOCALITE

RENSEIGNEMENT SUR LE CHEF DE LA FAMILLE

Age : _____ Nombre des frères _____
 Natif ou migrant : _____ Nombre des sœurs _____ Région d'origine : _____
 Date d'arrivée _____ Profession principale _____ Profession secondaire _____
 Activité du père : _____ Activité de la mère _____ Autre(s) ressource(s) : _____ Estimation de la
 disponibilité parentale en terre (en are) : _____

RENSEIGNEMENT SUR LA MERE DE FAMILLE

Age : nombre des frères
Native ou migrante nombre des sœurs

Région d'origine : date d'arrivée

Profession principale profession secondaire

Activité du père : _____ activité de la mère _____

Autre(s) ressource(s) :

Estimation de la disponibilité parentale en terre

RENSEIGNEMENT SUR LES PERSONNES A CHARGE

Nombre total d'enfant à charge : Nombre total d'adulte en charge

Nombre des enfants scolarisés Nombre des chômeurs :

Nombre des enfants non scolarisés : Nombre de(s) handicapé(s) :

Nombre d'enfants qui contribuent au revenu familial Vieillard(s) :

Motif de non scolarisation :

POTENTIEL ET PRODUCTION AGRICOLE

PRODUITS	SUPERFICIE (en m2)			RENDEMENT/m2	PRODUCTION TOTALE ANNUELLE(en tonne)		OBSERVATION
	A DISPOSITION	CULTIVEE	CULTIVABLE		CONSOMMATION	VENTE	
Paddy							
Manioc							
Légumes							
Autres							

Rija Christian MICHEL

Lot IIN 130 bis Anjanahary ANTANANARIVO 101

TEL : +261 34 12 050 67 / +261 32 02 291 54

mrijachristian@yahoo.fr

RESUME

L'interdépendance entre l'homme et la terre implique des mouvements et des activités qui impactent logiquement la consistance et les caractéristiques des ces deux êtres. Les agissements de l'homme comme les différents mouvements migratoires influencent largement le destin des terres qui s'y rattachent ne serait-ce que les activités qui y ont été menées.

Du point de vue économique, l'accroissement du nombre de la population d'un pays donné doit être proportionnel aux surfaces de terres exploitées pour avoir un bon équilibre foncier. Or ce qui n'est nullement le cas si l'on se réfère par exemple au cas de l'arrondissement d'Anosy Avaratra où la majorité des paysans cèdent leurs parcelles de terrains agricoles au profit d'autres activités. Pourquoi? Parce qu'avec les moyens et les techniques culturelles qu'ils utilisent, on ne peut pas du moins pour le moment prétendre à un bon rendement agricole. Cherté du cout des intrants et des produits phytosanitaires, manque de professionnalisme sue le secteur, inadaptation culturelle sont autant de facteurs de blocage de ce domaine.

En fait cette étude consiste à analyser toutes ces hypothèses, les confronter avec les études pratiques que nous avons effectué sur terrain et ceci dans le but de dégager le véritable fondement du problème.

Concepts clés: géographie humaine, mouvement migratoire, agriculture, droit foncier, élevage, artisanat, développement.

Directeur de mémoire: Docteur Gil Dany RANDRIAMASITIANA